

MARS 1846.

JOURNAL DE CHIMIE MÉDICALE, DE PHARMACIE ET DE TOXICOLOGIE.

CHIMIE.

PRÉPARATION SIMPLE ET ÉCONOMIQUE DE L'ACIDE

HYPOCHLOREUX,

Par M. A. W. WILLIAMSON.

L'emploi qu'on peut faire de l'acide hypochloreux dans quelques opérations médico-légales, nous porte à publier le procédé suivant.

On prend une solution, parfaitement neutre, de sulfate de soude, et on la sature à la température ordinaire, de chlore, à l'aide d'un courant de chlore gazeux, le chlore est absorbé en abondance. Le liquide reste incolore, c'est-à-dire que ce produit absorbé n'est pas contenu comme tel dans la solution; ce qu'il y a de certain, c'est que le sulfate neutre de soude est décomposé. La liqueur, après la saturation, consiste en un mélange de bi-sulfate de soude, de chlorure de sodium, et de plus en acide hypochloreux libre. En la soumettant à la distillation, l'acide hypochloreux passe dès le commencement de l'opération, la liqueur qui distille la première contient presque tout l'acide, et chaque portion successive en renferme de moins en moins que la précédente.

Ce composé liquide possède des propriétés oxidantes tellement énergiques, qu'elles excèdent de beaucoup, à la tempé-

rature ordinaire, telles de l'acide nitrique lui-même et il n'y a pas de doute qu'on lui trouvera une foule d'applications, soit dans les laboratoires, soit dans les arts et dans les fabriques.

On pourrait préparer très-avantageusement en grand ce produit par le procédé indiqué ci-dessus, car le même sulfate de soude peut servir pour un grand nombre d'opérations successives. Pour cela, il suffit d'évaporer le résidu de la distillation, de chauffer jusqu'à ce que tout le chlore se soit dégagé sous forme d'acide chlorhydrique qu'on peut recueillir. En cet état, ce résidu est converti de nouveau en sulfate neutre de soude qu'on peut redissoudre et traiter par le chlore, comme précédemment.

La solution d'acide hypochloreux peut aisément être préparée à un degré de force suffisant pour présenter, sous un poids donné, une énergie blanchissante supérieure à celle du composé de chaux qu'on emploie communément dans le blanchiment. Elle se conserve pendant un temps considérable, même à l'état de concentration et avec une décomposition insignifiante, surtout si on la protège contre l'action de la lumière et naturellement contre celle de la chaleur.

EXTRACTION DE L'IODE DES BAINS IODURÉS.

La publication que nous avons faite d'un travail de MM. Labiche et Chantrelle, la proposition d'une médaille d'argent pour la personne qui indiquerait un procédé simple et facile pour extraire l'iode, qui jusqu'ici est perdu, a donné lieu à diverses observations que nous allons faire connaître successivement. Nous donnerons d'abord le texte d'une lettre qui nous a été écrite le 13 décembre par notre collègue M. Soubeiran.

Monsieur et collègue,

Vous demandez un procédé pour extraire l'iode des bains

iodurés. Il en existe un fort bon; c'est la transformation de l'iode en iodure de cuivre. Je l'ai indiquée dans le temps, elle a été simplifiée depuis par M. Liebig. Il suffit de verser dans l'eau des bains une solution d'un mélange de sulfate de fer et de sulfate de cuivre, pour que tout l'iode se précipite à l'état de sous-iodure de cuivre. Ce sous iodure lavé et séché fournit l'iode par sa distillation avec de l'acide sulfurique et du manganèse.

MM. Labiche et Chantrelle ont essayé leur procédé à la pharmacie centrale. Il n'est pas applicable en grand par les raisons suivantes. La précipitation exacte de l'iode par le chlore est fort difficile à exécuter, puisqu'un excès d'iode fait perdre aussitôt une partie du produit. L'emploi de l'acide sulfureux n'est pas plus commode. Faites-vous donc une idée de ce que c'est que de traiter par l'acide sulfureux tout le dépôt des bains de l'hôpital Saint-Louis, l'odeur suffocante de l'acide y ferait renoncer. Je ne crois pas qu'il y ait plus d'avantages à incinérer l'amidon, suivant la nouvelle proposition de M. Labiche. Le procédé de ces messieurs est exécutable en petit; mais ils ont reconnu eux-mêmes que dans la pratique, sur de grandes quantités, il n'offrait plus d'avantages.

L'iode est devenu si cher que l'administration des hôpitaux a cru devoir supprimer l'emploi des bains iodurés; sans cette circonstance, nous aurions exécuté en grand l'extraction de l'iode. L'opération est des plus simples.

Toute l'eau des baignoires serait envoyée dans une cuve en bois placée en contre-bas. On y ajouterait la solution de sulfate de cuivre et de sulfate de fer. Le lendemain matin on tirerait la bonde de la cuve pour laisser perdre toute l'eau surnageante, et on la remplacerait par l'eau des bains du jour que l'on décomposerait à son tour. De loin en loin on recueillerait l'iodure de cuivre, qui serait séché et envoyé à la pharmacie centrale pour y être décomposé. Il est possible que l'on trouve

mieux, mais déjà ce procédé est satisfaisant, et la médaille d'argent de la Société de chimie médicale ne devra être donnée qu'à celui qui trouvera un procédé plus simple et plus économique encore.

Veuillez, etc.

SOUBEIRAN.

LETTRE DE M. LEGRIP, PHARMACIEN A CHAMBON (CREUSE),
SUR LE MOYEN DE RETIRER L'IODE DES EAUX IODURÉES QUI
ONT SERVI POUR BAINS.

Le prix élevé de l'iode et de ses sels dû au fréquent usage qu'en a fait la médecine depuis quelques années dans un grand nombre de maladies a, il paraît, fait que la plus grande partie des hôpitaux, par suite de cette augmentation de prix, en a cessé l'emploi. On comprend que le pauvre seul aura à souffrir dans cette circonstance si, par une économie forcée, il faut s'abstenir de l'emploi d'un agent thérapeutique aussi actif que l'iode dans une foule d'affections morbides auxquelles le pauvre surtout est sujet.

Cette considération a déjà fait faire à plusieurs de nos collègues quelques tentatives dans le but d'extraire des eaux des bains iodurés, l'iode employé à un premier et unique bain pour le faire servir à de nouveaux usages. Le succès serait, sans doute, d'une importance réelle; aussi, sommes-nous peu surpris que la société, dans ses vues philanthropiques, ait affecté à cette découverte une récompense honorable.

Les quelques procédés publiés jusqu'ici pour retirer l'iode des bains iodurés, quelque raisonnés qu'ils soient, sont à peu près impraticables, soit par les difficultés d'exécution, soit par le peu d'économie qu'ils présentent, c'est ce qui nous porte à en proposer un qui, nous le croyons, doit réunir les conditions nécessaires pour l'exécution : simplicité, facilité et économie; le voici :

On fait une dissolution d'acétate neutre de plomb ; on la verse peu à peu, et avec un léger excès, dans l'eau du bain, c'est-à-dire jusqu'à ce qu'il cesse d'y avoir formation de précipité jaune, *iodure de plomb* ; on doit, à l'aide d'un objet commode, une grande spatule, par exemple, brasser, c'est-à-dire agiter fortement l'eau dans la baignoire, afin que l'action du réactif s'opère sur toutes les parties du bain ; on laisse en repos quelque temps, et on essaie une partie de l'eau éclaircie, pour s'assurer s'il ne reste plus d'iode libre ou combiné, à précipiter. Si l'acétate de plomb y déterminait encore la coloration jaune, on en ajouterait de nouveau à la masse du bain. Lorsque après un ou deux essais partiels, on s'est assuré qu'il y a eu précipitation complète de l'iode, on laisse le dépôt se former et on enlève autant qu'il est possible, l'eau éclaircie par décantation ; puis, on jette le dépôt, *iodure de plomb*, sur un filtre. Bientôt l'eau, qu'on n'a pu décanter, s'écoule, et l'iodure reste à l'état pâteux ; on l'étend en couche-minces et on le dessèche à une douce chaleur d'étuve. C'est de cet iodure, traité par l'acide sulfurique à une chaleur ménagée et graduée, qu'on obtient tout l'iode d'un bain ioduré ou de toute autre préparation, contenant de l'iode libre ou combiné qu'il serait avantageux d'extraire.

L'iodure plombique desséché est introduit dans une cornue de verre ou de grés proportionnée à la masse, puis on verse dessus de l'acide sulfurique à 66°, jusqu'à en former une bouillie claire. On doit tenir vide les deux tiers de la capacité de la cornue. On adapte à ce vase une allonge et un récipient. Nous avons trouvé commode que le récipient contint de l'alcool dans lequel se dissout l'iode ; il est bon aussi que l'allonge soit peu inclinée, afin qu'elle puisse retenir la plus grande partie du liquide acide qui s'y condense, surtout au commencement de l'opération. — Dans une opération en grand, nous conseillerions une allonge tubulée à son renflement : un robinet,

au-dessous, permettrait d'extraire le liquide acide condensé en excès : ainsi monté, l'appareil est chauffé dans le fourneau à réverbère par un feu très-ménagé d'abord et augmenté peu à peu jusqu'à sublimation de tout l'iode. — En somme, et on le comprend, il faut peu de feu et peu de temps pour une opération devant donner cinquante grammes d'iode, comme celle que nous avons faite, nous ajoutons qu'elle ne peut coûter plus de cinquante centimes de débours.

A part, les quelques soins que demande l'opération, nous ne pensons pas qu'on puisse, à moins de frais et avec plus de facilité, retirer l'iode des eaux iodurées. Puissé-je en méritant les suffrages d'une Société à laquelle je me fais gloire d'appartenir avoir contribué au *constant* emploi d'une substance d'une utilité incontestable au soulagement de l'homme souffrant.

Chambon, le 21 décembre 1845.

LEGRIF.

*Lettre de M. Regnaud, pharmacien, à Châlons (Marne),
sur le même sujet.*

Après avoir lu dans votre estimable journal (numéro de décembre 1845, page 641), le passage suivant :

Note du Rédacteur : • Le haut prix de l'iode et des iodures
• ayant porté l'administration des hôpitaux à supprimer l'emploi
• de ce produit dans divers cas indiqués par les praticiens, nous
• pensons qu'il y a un haut intérêt à rechercher, quel serait le
• moyen économique d'extraire l'iode des eaux qui contiennent
• de l'iode ou des iodures, et qui ont été utilisées comme bains.
• Pour stimuler ces recherches, la Société fait connaître qu'elle
• décernera une médaille d'argent à l'auteur qui indiquera un
• moyen économique, pouvant être mis en pratique avec faci-
• lité. •

Je me suis livré à une série d'expériences dont j'ai l'honneur de vous adresser le résultat, heureux s'il peut me mériter votre

suffrage et celui de la Société de chimie médicale, à laquelle je vous prie de vouloir bien en donner communication.

Bien qu'il ne m'appartienne en cette circonstance d'admettre aucune opinion, je demanderai cependant droit d'entrée pour la suivante :

Ne suffirait-il pas tout simplement de retirer l'iodure de potassium, qui permettrait de reconstituer un bain, sans pousser jusqu'à l'extraction de l'iode, ce qui augmente les frais du procédé? L'addition de la quantité convenable d'iode pour en faire un nouveau bain ioduré, selon Lugol, serait facile. Si je trouvais accueil pour cette manière de voir, je ne craindrais pas d'avancer que mon procédé est économique..... Mais pardon de la digression, j'entre en matière.

Les formulaires d'hôpitaux indiquent deux sortes de bains :

1° Le bain d'iodure de potassium ioduré (à diverses proportions), selon Lugol ;

2° Le bain d'iodure de fer de Pierquin.

Je commence par ramener ces deux bains à l'état de solution d'iodure de potassium simple.

Pour le faire, j'ajoute au premier bain (selon Lugol) assez de potasse caustique pour saturer l'iode dissous, ce qui se reconnaît à la décoloration parfaite du liquide.

Pour le second (selon Pierquin), j'y verse de la solution de carbonate potassique, par petite portion, jusqu'à cessation de précipité. Maintenant, ayant à agir sur deux bains identiques, les opérations qui vont suivre, s'appliquent à l'un et à l'autre indistinctement ; connaissant les proportions d'iode employé pour constituer le bain, il est permis d'agir avec une sorte de certitude pour s'emparer de ce corps.

Je fais dissoudre une quantité convenable de bi-chlorure de mercure dans de l'eau distillée, et je précipite l'iode, à l'état de bi-iodure de mercure insoluble, à l'aide d'une tige de verre, je

rends le contact plus immédiat par une agitation prolongée, et je laisse reposer.

Lorsque le dépôt est bien formé, je décante avec soin; je mêle au bioiodure de mercure une quantité suffisante de potasse ou de carbonate de la même base, et je soumetts le mélange (dans un appareil qui me permet de recueillir le mercure) à l'action d'une chaleur qui volatilise le mercure et donne naissance à de l'iodure de potassium.

Ce sel obtenu, on peut le purifier immédiatement par la dissolution et la cristallisation, ou en retirer l'iode, opération qui rentre dans les procédés connus; c'est ici que je prends la liberté de rappeler l'opinion émise plus haut.

Toutefois, pour achever l'œuvre, je traite l'iodure de potassium brut par l'acide sulfurique, après avoir mélangé le sel avec la quantité convenable de bioxyde de manganèse.

Plusieurs procédés peuvent être employés pour obtenir l'iode, comme je suis moi-même obligé de recourir aux ouvrages, je laisse à chacun le soin de choisir celui qu'il préférera, m'en référant toujours, à l'intention de retirer simplement l'iodure de potassium.

Voici les proportions que je conseillerais d'employer.

Je suppose que l'on a à agir sur 100 grammes d'iodure de potassium.

Nous avons ;

Iodure de potassium.		Bi-iodure de mercure.		Bi-chlorure de mercure.	
Iode.....	76,12	Iode.....	55,51	Mercure.....	74,09
Potassium..	23,88	Mercure..	44,49	Chlore.....	25,91
<hr/>		<hr/>		<hr/>	
100,00		100,00		100,00	
Potasse.		Carbonate de potasse.			
Potassium....	83,05	Potasse.....	68,09		
Oxygène.....	16,95	Acide carbonique.....	31,91		
<hr/>		<hr/>		<hr/>	
100,00				100,00	

La solution de bi-chlorure de mercure propre à précipiter l'iode à l'état de bi-iodure doit alors se composer de :

Bi-chlorure de mercure.. 82 g. 34 (82 g. 34)

Eau distillée. 1328 gram.

La quantité de potasse à mêler au bi-iodure pour le ramener à l'état d'iodure de potassium doit être de 28 gram. 75.

Celle du carbonate de potasse dans le cas où on préférerait ce sel doit être de 42 gram. 22.

Le deuto-chlorure de mercure étant un sel d'un prix assez élevé, on peut le remplacer par le nitrate de deutoxyde de la même base. Sa préparation se fait ainsi :

Devant toujours agir sur la quantité de 100 grammes d'iodure de potassium, il faut traiter 95 gram. 37 de mercure par un excès d'acide nitrique, et faire bouillir le mélange jusqu'à ce qu'après dissolution complète du métal, une goutte de liquide ne trouble plus de l'eau contenant de l'acide chlorhydrique : cette solution sert à précipiter tout l'iode contenu dans les 100 grammes d'iodure de potassium.

Je crois de mon devoir de déclarer que l'excellent ouvrage de M. Lassaigne m'a été d'un secours des plus efficaces, ainsi que le traité des réactifs dont vous êtes l'un des auteurs.

Je réclame l'indulgence pour les inexactitudes qui auraient pu se glisser dans cet exposé rapide ; en tout cas, je me mets entièrement à votre disposition pour les renseignements que vous croiriez devoir me demander.

Recevez, etc.

REGNAULD,

(4 Janvier 1846.)

pharmacien, à Châlons (Marne).

SUR L'EXTRACTION DE L'IODE DES BAINS IODURÉS.

Monsieur,

J'ai vu dans le numéro de décembre dernier de votre Journal, un procédé de M. Labiche, pharmacien à Louviers, pour extraire l'iode des bains iodurés après qu'ils ont servi. Ce pro-

cédé, sans être dispendieux, exige néanmoins beaucoup de manipulations et conséquemment trop de temps pour être employé avec avantage.

Pour répondre à la note qui suit le procédé de M. Labiche et aux vœux de la Société de chimie médicale je crois devoir vous adresser le suivant, qui me paraît aussi simple qu'économique et dont le résultat répond au désir.

Voici ce procédé :

Je place l'eau des bains, tenant en dissolution l'iodure de potassium dans un vase dont le fond est le plus étroit possible, je fais dissoudre, dans quantité suffisante, d'eau distillée, 3 parties d'acétate de plomb cristallisé pour 2 d'iodure; je verse cette dissolution dans l'eau des bains, j'agite pendant 10 minutes et j'abandonne au repos. Un précipité jaune, composé d'iodure, de sulfate et de carbonate de plomb, ne tardera pas à se former. Lorsque ce précipité est bien rassemblé et que le liquide surnageant est redevenu limpide, je soutire ce liquide par une ouverture pratiquée au-dessus du précipité, et j'obtiens alors, sous le plus petit volume possible, tout l'iode à l'état d'iodure de plomb.

L'eau soutirée ne renferme plus du tout d'iodure; elle tient en solution l'excès d'acétate de plomb que l'on est forcé d'y mettre pour être sûr de précipiter tout l'iode.

Le dépôt d'iodure de plomb recueilli, ce produit ne peut pas être utilisé comme tel dans l'usage de la médecine, puisqu'il se trouve souillé par du sulfate et du carbonate de la même base. (En effet, pour qu'il fût pur, il faudrait que l'on fit usage pour les bains, d'eau distillée, ce qui n'a pas lieu, et encore même renfermerait-il un peu de carbonate de plomb.) Il ne peut donc fournir que de l'iode. Voici pour l'en extraire le procédé que je suis :

J'otends d'une part le dépôt fraîchement recueilli et lavé d'un peu d'eau distillée; d'autre part, je fais dissoudre aussi

dans de l'eau distillée 2 fois autant de proto-sulfate de fer cristallisé qu'il y avait d'iodure de potassium dans l'eau des bains; je réunis ces deux liquides dans une capsule de porcelaine et je chauffe. L'action du feu ne tarda pas à forcer la décomposition réciproque des deux sels; en effet, de jaune qu'était encore le dépôt dans le mélange, il devient presque de suite d'un blanc sale verdâtre, et il résulte de cette double décomposition du proto-iodure de fer très-soluble, qui reste dissous avec l'excès de sulfate de fer et du sulfate de plomb insoluble. Je sépare, à l'aide d'un filtre, l'iodure de fer du sulfate de plomb, je lave le dépôt sur le filtre, je réunis l'eau du lavage à la première filtration et j'évapore presque à sec. Le résidu de l'évaporation placé et chauffé dans un appareil convenable avec du peroxyde de manganèse et de l'acide sulfurique, fournit tout l'iode que contenait primitivement l'iodure de potassium des bains.

Si ce moyen nouveau vous semble être de quelque valeur, veuillez l'insérer dans l'un des prochains numéros de votre Journal.

Château Thierry, le 25 janvier 1846.

Agréez, etc.

HARLAY, Ph.

SUR L'EXTRACTION DE L'IODE DES SOUDES DE VARECH.

Recherchant tout ce qui peut se rapporter à l'extraction de l'iode, nous avons trouvé, dans le dernier volume des brevets d'invention publiés, le procédé suivant, pour lequel l'auteur, *le sieur PAQUEREAU (Charles-Alain), à Paris, a pris un brevet d'invention de cinq ans, en date du 8 décembre 1842 (Donné par ordonnance du roi, le 21 mai 1845).*

Détail de l'opération.

On verse, dans l'eau-mère obtenue par le lavage des soudes de Varech, du sulfate de cuivre, jusqu'à ce qu'il ne se forme plus de précipité.

On y ajoute du fer en grenaille, que l'on agite pendant une heure et demie ou deux heures.

On décante l'eau surnageante, et l'on recueille le précipité, que l'on mêle avec une solution de potasse à 15 degrés.

Lorsque l'iodure de cuivre est entièrement décomposée, on retire la solution, que l'on met dans des bonbonnes; puis on y fait passer un courant de gaz-chlore, jusqu'à ce qu'il ne se précipite plus d'iode, et que l'on voie la surface devenir jaune.

Aussitôt on arrête le courant de chlore, et l'on recueille l'iode précipité, qui, après avoir été lavé à deux reprises, et séché entre des feuilles de papier joseph, est livré au commerce.

Voici l'opinion de M. Soubeiran sur le procédé proposé par M. Paquereau.

Note de M. Soubeiran. — En 1827, j'ai publié, dans le *Journal de Pharmacie*, un mémoire où j'ai proposé l'emploi du sulfate de cuivre et de fer pour le traitement des eaux-mères des sodes de Varech; c'est exactement la première partie du procédé breveté. M. Liebig a amélioré ce procédé, en faisant employer simultanément le sulfate de fer et le sulfate de cuivre. L'iode, mis à nu, est repris par le sulfate de fer et précipité par le sulfate de cuivre à l'état de sous-iodure.

Je n'ai pas conseillé la potasse pour traiter l'iodure de cuivre, mais le traitement par l'acide sulfurique ou le manganèse. Quant à l'emploi du chlore, il est évidemment emprunté au procédé de Barruel, actuellement en usage dans les fabriques d'iode.

EXTRACTION DU BRÔME ET DE L'IODE CONTENUS DANS LES SELS
ET LES EAUX-MÈRES DES SOUDES DE VARECH.

Depuis la découverte de l'iode dans les eaux-mères et dans les sels des sodes de Varech, on l'en a toujours extrait par des

procédés qui en font perdre trois fois autant qu'il en est obtenu. Ces procédés consistent, comme on le sait, dans le traitement des eaux-mères contenant de l'iode par l'acide nitrique ou l'acide sulfurique, et le peroxyde de manganèse, après quoi on procède à la distillation. On les traite aussi quelquefois par le peroxyde de manganèse et l'acide chlorhydrique ; mais dans ce cas, il y a formation d'une grande quantité de chlorure d'iode, et, par suite, d'acide iodique.

On fait disparaître ces inconvénients, en se servant du procédé que nous allons décrire, procédé qui permet simultanément l'extraction de l'iode et du brôme, et qui est basé 1° sur ce que l'iodure de potassium est complètement décomposé par le chlore gazeux ;

2° Sur ce qu'il est décomposé avant le bromure.

Extraction de l'iode.

Les eaux-mères étant concentrées, et ayant déposé le plus possible de sels étrangers, on sature, par l'acide sulfurique, la petite quantité de carbonate alcalin qu'elles contiennent, et cela afin d'éviter de consommer inutilement du chlore. Quand les eaux-mères contiennent des hyposulfites, il se précipite du soufre pendant cette saturation ; alors on sépare le précipité soit par la décantation, soit par la filtration. Puis on introduit le liquide clair dans des flacons, qui doivent se trouver presque remplis, et on y fait passer lentement un courant de chlore, en agitant les flacons de temps en temps. On continue à en faire passer, jusqu'à ce que la liqueur éclaircie ne se colore plus en rouge par une nouvelle addition de chlore, et il ne faut pas dépasser ce point, parce qu'un excès de chlore dissoudrait l'iode. On décante alors le liquide, et on introduit l'iode séparé dans une cornue ; puis on procède à la sublimation.

Extraction du brôme.

Le brôme, qui reste dans les eaux-mères décantées, en est extrait de la manière suivante : on introduit ces eaux-mères dans

une cornue tubulée, ou dans un matras, que l'on n'emplit qu'à moitié; on y ajoute du peroxyde de manganèse et de l'acide sulfurique, et on adapte au-col de la cornue un appareil composé de trois récipients qui communiquent ensemble par des tubes rodés à l'émeri. On procède lentement à la distillation; le brôme vient se rendre dans le premier récipient, avec un liquide huileux, coloré en brun, mêlé d'une assez grande quantité d'eau. Lorsqu'il ne se dégage plus de vapeurs, on chauffe le premier récipient, et on refroidit les deux autres avec un mélange de glace et de sel, ou bien à l'aide de tout autre mélange réfrigérant; on sépare le brôme de l'eau, qui surnage, au moyen d'un entonnoir muni d'un robinet. Le brôme, par son poids, descend au fond de l'entonnoir. On le sépare ainsi de l'eau, qui contient cependant encore du brôme. On la sature par de la potasse; on évapore à siccité, et on calcine le résidu avec une petite quantité de charbon; puis on le dissout dans la quantité d'eau justement nécessaire; on filtre la dissolution, que l'on distille comme ci-dessus, avec du peroxyde de manganèse et de l'acide sulfurique.

On rectifie ensuite le brôme par une nouvelle distillation. S'il contient des produits bromurés, il faut alors le convertir en bromure alcalin, que l'on évapore et que l'on calcine jusqu'au rouge obscur; puis on le décompose par le peroxyde de manganèse et l'acide sulfurique.

(Extrait du brevet de dix ans, délivré le 22 mai 1835, à MM. Couturier, père et fils, Noël Agnès et Lebuhotel, à Cherbourg, par M. Cottureau fils.)

TOXICOLOGIE.

EMPOISONNEMENT PAR L'ARSENIC.

On lit dans le *Bulletin de la Société de médecine de Gand*, une note intéressante sur ce sujet, qui, depuis quelques années,

fixe à un si haut point l'attention des médecins et des chimistes. Le crime d'empoisonnement par l'arsenic, dit ce journal, a essayé de s'introduire en Belgique. Deux condamnations de ce chef viennent d'être prononcées presque en même temps, l'une à Bruges, l'autre à Gand. Les expertises qui ont été faites par MM. Mareska et Lados, nous ont appris deux faits qui présentent un intérêt réel pour la science.

Dans la première expertise, ces messieurs ont découvert que les suies de houille contiennent en général de l'arsenic, et ils en ont évalué la quantité, en moyenne, à quatre milligrammes par kilogramme et demi. Cet arsenic doit provenir de nos houilles, qui renferment fréquemment du sulfure de fer, et qui probablement contiennent aussi de l'arsenic.

La quantité d'arsenic trouvée dans la suie d'une cheminée ayant dépassé cette moyenne de plus de seize fois sa valeur, ils en ont déduit, comme conséquence probable, que la suie de cette cheminée devait contenir, outre l'arsenic naturel, une certaine quantité de ce poison provenant d'une autre source.

Dans la seconde expertise, ils ont constaté que dans l'empoisonnement d'une femme enceinte, l'arsenic pénètre jusqu'au produit de la conception. Le fœtus qu'ils ont analysé était parvenu au quatrième mois; ils y ont trouvé des traces de poison. L'utérus et le placenta renfermaient également de l'arsenic; mais ce dernier en a donné relativement plus que l'embryon. Les eaux de l'amnios ne contenaient point d'arsenic, du moins en quantité appréciable.

DE LA RÉACTION DES BICARBONATES ALCALINS SUR LES BASES VÉGÉTALES, EN PRÉSENCE DE L'ACIDE TARTRIQUE;

Par CH. OPPERMAN, de Strasbourg.

Dans la recherche des bases organiques ou des alcaloïdes, le chimiste est nécessairement obligé de faire usage des carac-

tières génériques et spécifiques que ces bases possèdent, et qui sont, entre autres, d'être déplacées par les bases inorganiques puissantes et les carbonates alcalins. Dans cette dernière circonstance, elles donnent souvent lieu subsidiairement, comme on le sait, à des combinaisons entre la base déplacée et la base déplaçante d'une nature telle que ces réactions présentent les moyens de les différencier les unes des autres; attendu qu'il en est qui se dissolvent dans un excès de la base précipitante, tandis que les autres y sont insolubles.

Le phénomène de la précipitation des bases les unes par les autres, lorsqu'elles sont à l'état salin, n'est cependant point un phénomène constant. On sait par les expériences de Lassonne et de Rose que plusieurs matières organiques, telles que l'acide tartrique, le sucre, l'albumine, s'opposent au déplacement et à la précipitation d'un oxyde, au point de le masquer pour un très-grand nombre de réactifs. M. Persoz ayant remarqué que, comme l'alumine, certaines bases organiques possèdent la propriété d'être masquées par l'acide tartrique, j'ai cherché à constater jusqu'à quel point ce phénomène était particulier au genre, car on conçoit sans peine toute l'influence qu'un tel fait peut avoir sur la recherche des alcalis végétaux; j'ai donc interrogé l'expérience pour savoir si l'acide tartrique, l'albumine et d'autres matières organiques fixes jouissent ou non de la propriété d'entraver ce déplacement et la précipitation d'un alcali végétal; je n'exposerai ici que le résultat de mes recherches sur les réactions des sels de morphine, de narcotine, de strychnine, de brucine, de quinine, de cinchonine, de véralutine en présence de l'acide tartrique et des bicarbonates alcalins fixes. Les solutions des sels que je viens d'indiquer ont été faites dans la proportion de 1 de sel sur 200 ou 500 d'eau (les réactions sont identiquement les mêmes que l'on opère sur ces solutions ou sur les décoctions et extraits de plantes qui ren-

ferment les bases végétales, pourvu qu'ils soient convenablement rapprochés) additionnés d'acide tartrique jusqu'à réaction acide très-prononcée, puis sursaturés avec l'un ou l'autre des bicarbonates fixes. Il me paraît inutile d'ajouter que les tartrates acides des alcaloïdes fournissent les mêmes résultats.

Les sels de morphine ne sont pas précipités par les bicarbonates alcalins, mais les sels de narcotine fournissent immédiatement un précipité blanc pulvérulent très-considérable. Si l'on veut s'assurer de l'absence complète de la narcotine dans une solution neutre, on se sert du sulfocyanure potassique, ce réactif qui ne trouble point les solutions morphiques neutres produit immédiatement un précipité rose foncé dans celles qui contiennent de la narcotine en quantité même impondérable. Observons toutefois qu'un léger excès de sulfocyanure redissoudrait le précipité formé.

Les sels de strychnine, dans les mêmes circonstances, ou donnent lieu à des précipités pulvérulents, ou fournissent des cristaux de dimensions considérables, selon les quantités d'acide tartrique, de bicarbonate sodique ou potassique employées et selon le degré de dissolution; si la dissolution est très-étendue, il n'y a point de précipité, si elle l'est un peu moins et qu'elle contienne beaucoup d'acide tartrique, il ne se forme pas non plus de précipité immédiat par les deux bicarbonates, mais on voit au bout d'un quart d'heure naître des cristaux très-longs et très-déliés, dont le nombre augmente jusqu'à ce que toute la strychnine, qui renfermait la solution, soit cristallée. On s'assure facilement que la solution ne contient plus de strychnine ou de sel strychnique en la traitant ainsi que M. Marchand l'a indiqué par le suroxide plombique et un mélange d'acide sulfurique et d'acide nitrique, et la coloration bleue à laquelle donne naissance une quantité même impondérable de strychnine, en présence de ces matières,

est, comme on sait, le signe le plus certain de la présence ou de l'absence de cette base, car le chlore, que M. Pelletier a recommandé comme réactif spécifique de la strychnine, agit d'une manière identique sur la vératrine, ainsi que l'expérience directe me l'a démontré.

La solution strychnique est-elle concentrée et ne contient-elle que peu d'acide tartrique, les bicarbonates y produisent immédiatement un précipité blanc, affectant la forme cristalline, et la liqueur ne contient plus une trace de strychnine.

La brucine et les solutions de sels de cette base diffèrent complètement. Sous ce rapport, des sels de strychnine, les bicarbonates alcalins n'y produisent pas le moindre trouble.

Les sels de quinine et de cinchonine peuvent également, à l'aide de ce moyen, être différenciés et séparés les uns des autres, la quinine n'étant précipitable en présence de l'acide tartrique, tandis que la cinchonine est précipitée par les deux bicarbonates alcalins.

Dans les solutions de sels de vératrine acidifiées par l'acide tartrique, le bicarbonate potassique n'en produit pas.

On voit donc qu'en faisant usage de la propriété que possède l'acide tartrique de masquer certaines bases pour les réactions des bicarbonates alcalins, on arrive à établir deux groupes d'alcaloïdes bien distincts, dont le premier comprend ceux qui sont précipitables par le bicarbonate sodique, et qui sont :

La cinchonine.

La narcoline.

La strychnine.

Et la vératrine.

Le deuxième, ceux qui sont masqués, c'est-à-dire :

La quinine.

La morphine.

La brucine.

L'acide tartrique masque également la réaction de l'infusion de noix de galles pour toutes ces bases, à l'exception de la cinchonine et de la strychnine, mais elle précipite abondamment les cinq autres, dès que l'acide a été neutralisé par l'ammoniaque. Il est cependant à remarquer qu'un excès de cette dernière base redissout le tannate de brucine.

On voit de plus, et ce fait me paraît digne d'attention, que de deux bases qui se rencontrent dans la même plante, l'une est constamment masquée par l'acide tartrique, et que l'autre ne l'est point : l'emploi de ce moyen est donc précieux en ce qu'il permet de séparer bien nettement ces deux bases.

Strasbourg, ce 10 septembre 1845.

OPPERMAN.

PHARMACIE.

MÉMOIRE SUR LA FORMATION DE L'HUILE VOLATILE DANS LES PLANTES ANTISCORBUTIQUES SÈCHES.

Par M. P. N. LEPAGE, pharmacien à Oisors.

Il est généralement reçu depuis longtemps, et tous les pharmacologistes, même les plus modernes, ont écrit que par la dessiccation, les plantes antiscorbutiques (raifort rauvage, cochlearia et cresson) perdaient toute leur vertu médicinale, laquelle, comme on le sait, réside pour la majeure partie dans une huile volatile âcre et sulfurée. Dans ce mémoire, je vais démontrer que si, dans un temps, plusieurs observateurs ont reconnu que les plantes sèches ci-dessus dénommées ne donnent à la distillation avec de l'eau qu'un produit insipide et fade, cela tient évidemment à ce qu'ils ont opéré dans des conditions défavorables.

Au mois de septembre 1843, je fis sécher de la racine de

raifort sauvage, du cochléaria et du cresson, dans le but de me livrer plus tard aux expériences que je vais faire connaître :

Première expérience.

Quinze jours après leur dessiccation, je soumis chacune de ces plantes à la dessiccation avec de l'eau, mais sans macération préalable dans ce liquide froid, et j'obtins des hydrolats d'odeur fade et à peu près insipides.

Deuxième expérience.

Je pris des mêmes plantes desséchées depuis quinze jours ; je soumis chacune d'elles en macération dans de l'eau froide pendant vingt-quatre heures. Durant ce contact, toutes développèrent une odeur piquante *sui generis*, et leurs macérés, soumis à la distillation à feu nu, me donnèrent des hydrolats *laiteux*, d'odeur extrêmement piquante, qui, comparés à ceux des plantes vertes (proportion gardée, bien entendu), furent trouvés par plusieurs personnes non prévenues, auxquelles je les présentai, absolument identiques. L'hydrolat de cresson était même incontestablement plus laiteux et plus piquant que celui obtenu avec le cresson frais.

Troisième expérience.

Six mois après leur dessiccation (au mois de mars 1844), j'expérimentai de nouveau les mêmes plantes, après une macération de vingt-quatre heures, dans l'eau froide. Les hydrolats que j'obtins me parurent moins âpres et moins laiteux, pour le raifort et le cochléaria seulement, que ceux que m'avaient fournis les mêmes plantes dans la deuxième expérience. Quant à l'hydrolat de cresson, il était tout aussi laiteux et tout aussi âcre.

Quatrième expérience.

Je pris des mêmes plantes, toujours six mois après leur dessiccation ; je mis chacune d'elles en contact avec de l'eau froide, à laquelle j'ajoutai un peu d'émulsion de graine de moutarde

blanche; puis je soumis à la distillation, après vingt-quatre heures de macération, et j'obtins des hydrolats absolument identiques à ceux de la deuxième expérience, pour le cochléaria et le raifort. Quant à l'hydrolat de cresson, il n'était ni plus ni moins chargé que celui que j'avais obtenu du la même plante sèche, sans addition d'émulsion de moutarde blanche. Du reste, je dois mentionner ici que M. Simon, de Berlin, avait déjà observé cette réaction de l'émulsion de moutarde sur le cochléaria. (Voyez *Journal de pharmacie et des sciences accessoires*, tome xxvi, page 701.)

Cinquième expérience.

J'ajoutai à une décoction refroidie de raifort, à une infusion de cochléaria et à une infusion de cresson dans l'eau bouillante (les infusions refroidies, bien entendu, pour éviter la coagulation de l'émulsion de moutarde), une émulsion de graines de moutarde blanche. Bientôt il se développa dans chaque infusé une odeur acre et extrêmement piquante; puis, les ayant soumis tous trois à la distillation, j'obtins des hydrolats acrés et laitueux.

Sixième expérience.

Je mis en macération pendant quarante-huit heures, dans de l'alcool à 85 deg. cent. du raifort, du cochléaria et du cresson. Au bout de ce temps, je distillai les macérates au bain-marie, et j'obtins, ainsi que d'ailleurs je m'y attendais, des alcoolats tout à fait inodores; la saveur de l'alcool n'était, non plus, aucunement modifiée. Le résidu du bain-marie, convenablement évaporé pour en chasser tout l'alcool qu'il pouvait contenir, fut ensuite étendu d'eau, à laquelle on ajouta de l'émulsion de moutarde blanche. Il se développa bientôt de l'huile essentielle, mais moins que dans une infusion aqueuse des mêmes plantes sèches. La cause de cette observation est que probablement l'alcool est moins apte que l'eau à dissoudre le principe qui,

dans les plantes antiscorbutiques, donne naissance à l'huile essentielle sous l'influence de l'émulsion de moutarde. On en acquiert d'ailleurs facilement la preuve, en traitant ces mêmes plantes, déjà épuisées par l'alcool, par l'eau et de l'émulsion de moutarde. On voit, dans ce cas, qu'elles donnent encore beaucoup d'huile essentielle.

Septième expérience.

Je me suis demandé si la propriété de développer de l'huile volatile dans les infusés des plantes antiscorbutiques anciennement séchées, sous l'influence de l'eau, appartenait exclusivement à l'émulsine de moutarde (*Myrosyne* de M. Bussy)? J'ai pensé que je pourrais bien retrouver cette propriété dans les fruits de quelques autres crucifères, et l'expérience a confirmé mes prévisions : je me suis, en effet, assuré qu'on obtenait une réaction semblable avec les émulsions des graines crucifères suivantes : petit radis rouge (*raphanus sativus radicola*), raifort des Parisiens (*raphanus sativus niger*), chou (*brassica oleracea*), giroflée jaune des murs (*cheiranthus cheiri*), alliaire (*erysimum alliaria*), cresson élégant (*cardamina pratensis et amara*), enfin avec le draba verna et le thlaspi arvense (1), seules graines, du reste, que j'aie expérimentées. Mais comme elles m'ont toutes donné un résultat semblable, je crois pouvoir en inférer, dès à présent, que toutes les graines de la famille si naturelle des crucifères, ou à peu près toutes, possèdent cette propriété.

Quelques essais que j'ai faits avec d'autres graines émulsives, mais n'appartenant pas à la famille des crucifères, m'ont donné des résultats négatifs.

Huitième expérience.

Je me suis assuré directement que les acides forts, les alcalis

(1) Navet (*brassica napus*), colza (*brassica campestris*).

les caustiques, les carbonates alcalins, les sels métalliques, les sels de nitre, de mercure et d'argent, s'opposent au développement sous l'influence de l'eau, de l'huile volatile, soit dans les plantes nouvellement séchées, soit dans celles qui le sont depuis déjà longtemps, et au macératum desquelles on ajoute de l'émulsine de moutarde blanche.

Les expériences ci-dessus touchant les conditions dans lesquelles, sous l'influence de l'eau, les plantes antiscorbutiques sèches peuvent développer de l'huile essentielle, démontrent que ces conditions sont absolument les mêmes que celles nécessaires au développement de l'essence dans la moutarde noire. Ces conditions, dis-je, m'avaient fait penser que le myronate de potasse, découvert par M. le professeur Bussy, dans la moutarde noire, pourrait bien aussi se trouver dans ces plantes; mais les essais que j'ai tentés pour extraire ce sel du raifort, et que je vais rapporter ici uniquement dans le but de guider ceux qui voudraient faire, à leur tour, quelques recherches sur ce principe, ne m'ont conduit à aucun résultat satisfaisant.

J'ai fait sécher un kilogramme de raifort frais, lequel s'est réduit, par cette opération, à 260 grammes; je l'ai fait pulvériser; j'ai introduit la poudre dans un appareil à déplacement; puis je l'ai lessivé avec une petite quantité d'alcool à 70° cent. dans le but de coaguler la myrosyne, et d'empêcher la réaction de celle-ci sur l'autre principe, avec lequel, sous l'influence de l'eau, elle donne naissance à de l'huile volatile. Cela fait, j'ai exprimé le résidu, et je l'ai fait sécher à l'étuve; ensuite, je l'ai traité à plusieurs reprises par l'eau distillée tiède, jusqu'à ce qu'il eût perdu la propriété de développer de l'huile volatile, par son contact avec la myrosyne de moutarde blanche. Toutes les liqueurs aqueuses réunies ont été évaporées au bain-marie jusqu'à consistance sirupeuse. Dans ce résidu, le résidu de

l'évaporation, excessivement visqueux et d'une odeur de navet très-prononcée, a été partagé en deux portions, A et B. La portion A, a été traitée par de l'alcool à 22° Cartier, dans le but d'en précipiter la matière glutineuse; on a filtré et concentré de nouveau pour chasser l'alcool, mais la liqueur ne s'étant trouvée, par cette première addition d'alcool faible, que très-imparfaitement débarrassée de sa matière visqueuse, on a ajouté une deuxième fois de l'alcool beaucoup plus concentré (90 centièmes); il s'est formé sur le champ un précipité collant aux parois du vase, et la liqueur surnageante est devenue parfaitement transparente. Au bout d'un moment, on l'a séparée du précipité, et on l'a concentrée de nouveau convenablement à une très-douce chaleur, puis on l'a abandonnée dans un lieu frais pendant un mois. Après ce laps de temps, le liquide, examiné de nouveau, a été trouvé formé de deux couches, l'inférieure formant un très-petit volume blanchâtre, de consistance de miel, et n'offrant aucune apparence de cristallisation; la supérieure, beaucoup plus considérable, transparente et sensiblement acide au papier bleu de tournesol. Dans le but d'augmenter le volume de la couche inférieure, on a plongé le vase renfermant le produit pendant environ six heures dans un mélange de glace pilée et de sel marin; mais malgré cet abaissement de température, cette couche n'a pas augmenté sensiblement. Voyant que je ne pouvais réussir à obtenir de sel cristallisé, j'ai séparé les deux couches par décantation pour les examiner chacune séparément. La couche inférieure, additionnée d'une petite quantité d'eau distillée, s'y est dissoute, et les réactifs n'ont fait voir que ce dépôt n'était autre chose qu'une partie des sels inorganiques naturellement contenus dans le raifort qui s'étaient séparés de la dissolution très-concentrée (chlorure de potassium et de calcium sans traces de sulfates, ceux-ci ayant été éliminés par l'alcool).

La couche supérieure surnageante renfermait les mêmes sels et développait de l'huile volatile par son contact avec la myrosyne. Une partie a été évaporée au bain-marie jusqu'à consistance de miel. L'extrait, étendu sur des assiettes et desséché à l'étuve, s'est offert sous la forme d'écailles de couleur ambrée et transparente. Cet extrait était un peu déliquescent à l'air, excessivement soluble dans l'eau; la dissolution était très-transparente, légèrement acide au papier de tournesol; mais elle *ne donnait pas lieu* à la formation d'huile essentielle par son contact avec la myrosyne.

Je dois faire observer aussi que la matière gélatineuse dont il a été question plus haut, précipitée de la dissolution aqueuse par l'alcool à 90 centièmes, a donné avec l'eau une solution transparente, dans laquelle la myrosyne n'a pas développé d'odeur acre et piquante.

La portion de liqueur B a été traitée par l'hydrate plombique dans le but d'en séparer la matière glutineuse. On a filtré pour séparer le précipité; puis on a fait passer, au travers de la liqueur, un courant de gaz sulfhydrique pour précipiter les traces de plomb qu'elle pouvait renfermer. Filtrée de nouveau et convenablement concentrée, cette liqueur a été abandonnée dans un lieu frais pendant un mois. Après ce laps de temps, elle a offert les mêmes caractères que la précédente: séparation en deux couches distinctes, chlorures et sulfates par les réactifs, huile essentielle par l'addition de myrosyne; enfin, une portion ayant été amenée à l'état d'extrait sec, la dissolution de celui-ci dans l'eau n'a pas offert cette dernière propriété.

C'est alors que, possesseur de ces données, il m'est venu à la pensée qu'il serait peut-être possible d'obtenir, avec les plantes antiscorbutiques sèches, les médicaments dont ces plantes font la base à l'état récent: mes essais à ce sujet ont confirmé mes prévisions.

Sirap antiscorbutique.

Pr. : Racine sèche de raifort sauvage (1) . . .	320 gram.
Feuilles sèches de cochléaria	120
id. de cresson de fontaine	100
id. de ménianthe	140
Oranges amères	1,000
Cannelle fine	30
Graine de moutarde blanche	40
Vin blanc généreux	4,000
Sucre	4,000

On coupe très menu le raifort, le cochléaria et le cresson; on les met dans un bain-marie couvert; d'autre part, on pile la graine de moutarde blanche avec quelques gouttes d'eau pour en former une pâte homogène; on délaye celle-ci dans une suffisante quantité d'eau; on passe l'émulsion à travers un linge, et on la verse sur les plantes placées dans le bain-marie; on ferme celui-ci exactement, et on laisse macérer vingt-quatre heures. Au bout de ce temps, on ajoute le ménianthe, la cannelle, les oranges amères coupées, et le vin; on laisse encore macérer vingt-quatre heures. Après ce temps, on soumet à la distillation au bain-marie pour retirer 1 kilogramme de liqueur aromatique laiteuse, dans laquelle on fait fondre, en vase clos, 2 kilogrammes de sucre. On procède pour le reste de l'opération comme d'ordinaire.

Si l'on opérait avec des plantes nouvellement séchées, il serait à peu près inutile d'avoir recours à l'émulsion de moutarde blanche; mais comme dans le cas où la présence de cette ma-

(1) Les quantités de plantes sèches portées dans cette formule représentent à peu près, d'après mes expériences, un kilog. de chacune de ces mêmes plantes à l'état récent. L'expérience a été faite sur des plantes ayant repris à l'atmosphère leur eau hygrométrique, après leur dessiccation.

tière serait tout à fait inutile, il est constant aussi qu'elle ne peut jamais non plus avoir d'inconvénient. Je crois donc, dans tous les cas, devoir en conseiller l'emploi.

Malgré qu'il n'y ait pas, à mon avis, du moins, une différence bien sensible entre le sirop préparé par cette formule et celui obtenu avec les plantes fraîches, je ne pense pas toutefois qu'il puisse lui être substitué dans les officines avant que l'expérience clinique ait constaté leur similitude d'action.

Vin antiscorbutique.

Le vin antiscorbutique peut aussi facilement être obtenu avec les plantes sèches qu'avec les plantes récentes. Si on les emploie nouvellement séchées, il suffira de les couper menu, de les ramollir en instillant dessus un peu d'eau. Après vingt-quatre heures de contact, il faut ajouter les autres plantes, la moutarde noire, le sel ammoniac, le vin et l'alcoolat de cochléaria composé, laisser macérer pendant huit jours et filtrer.

Si l'on employait des plantes anciennement séchées, au lieu de les ramollir avec l'eau simple, on se servirait d'une solution de myrosyne (émulsion de moutarde blanche).

Alcoolat de cochléaria composé.

On prend du cochléaria et du raifort secs; on les coupe très-menu; on les arrose d'une suffisante quantité d'émulsion de moutarde blanche; on laisse en macération pendant vingt-quatre à trente-six heures, on ajoute l'alcool et on prolonge encore quelque temps la macération, après quoi on soumet à la distillation au bain-marie. On obtient ainsi un alcoolat d'odeur caractéristique et susceptible de blanchir lorsqu'on l'additionne d'eau, comme toutes les solutions d'huiles volatiles dans l'alcool.

Conclusions.

Il résulte des faits et expériences consignés dans ce mémoire,

1° Qu'en soumettant les plantes antiscorbutiques sèches à la distillation avec de l'eau, mais sans une macération préalable dans ce liquide *froid*, on n'obtient véritablement que des hydrolats d'odeur fade et à peu près sans saveur.

2° Que les mêmes plantes nouvellement séchées, soumises à une macération préalable dans l'eau *froide* avant de procéder à la distillation, donnent des hydrolats *laiteux* d'odeur piquante, en tout semblables à ceux obtenus avec ces plantes employées récentes.

3° Qu'après plusieurs mois de dessiccation, le raifort et le cochléaria seulement, sans avoir perdu complètement la faculté de développer de l'huile volatile par leur contact avec l'eau froide, semblent néanmoins posséder cette propriété à un moindre degré; mais que cette faculté peut aisément leur être rendue au moyen de la myrosyne de moutarde blanche.

4° Que, si à une infusion faite avec de l'eau bouillante, mais refroidie, de raifort, de cochléaria ou de cresson, on ajoute une émulsion de graine de moutarde blanche, on sent bientôt une odeur âcre et piquante se développer au sein du liquide, laquelle odeur est due à de l'huile volatile qu'on peut obtenir en soumettant le liquide à la distillation.

5° Que l'alcool s'oppose au développement de l'huile volatile dans les plantes antiscorbutiques *sèches*, vraisemblablement parce que ce liquide est inapte à dissoudre l'albumine (myrosyne) naturellement contenue dans ces plantes, et déjà coagulée par l'effet de la dessiccation, laquelle albumine ne peut réagir que lorsqu'elle est en dissolution, sur l'autre principe naturellement contenu aussi dans les plantes antiscorbutiques, pour donner lieu à la formation d'essence.

6° Que l'alcool qui, dans les plantes antiscorbutiques, dissout le principe qui leur communique la faculté de développer de l'huile essentielle par leur contact avec la myrosyne, paraît

cependant moins apte que l'eau à dissoudre ce même principe.

7° Que la graine de moutarde blanche n'est pas la seule substance qui renferme le principe (myrosyne de M. Bussy), apte à développer de l'huile volatile dans les infusés *inodores* de raifort, de cochlearia et de cresson, puisque nous avons retrouvé cette propriété dans beaucoup d'autres graines de plantes appartenant également à la famille des crucifères; nous sommes même d'autant plus porté à croire que cette myrosyne existe dans tous les fruits des crucifères, que nous l'avons trouvée dans tous ceux où nous l'avons cherchée.

8° Que les acides forts, les alcalis caustiques, les carbonates alcalins et les sels métalliques s'opposent à la formation de l'essence dans les plantes antiscorbutiques sèches, au contact de l'eau, absolument comme ils s'opposent à la formation de l'essence dans la moutarde noire, placée dans les mêmes conditions.

9° Que, bien que tous les faits ci-dessus relatés fussent de nature à nous faire fortement présumer l'existence d'un *myronate* (myronate de potasse ou de chaux) dans les végétaux en question, les essais que nous avons tentés dans le but d'extraire ce sel du raifort démontrent incontestablement, à notre avis du moins, qu'il n'en existe pas. En effet, s'il s'y en fût trouvé, bien que nous n'ayons pu l'obtenir cristallisé, ne l'aurions-nous pas retrouvé avec la matière glutineuse précipitée de la liqueur A, par l'alcool à 30 centigr., puisque M. Bussy a observé qu'il était insoluble dans l'alcool? N'aurait-il pas aussi fait partie de l'extrait préparé avec la liqueur B, dont la matière glutineuse avait été séparée par l'hydraté plombique? Précisément ni la dissolution de cet extrait dans l'eau, ni celle de la matière glutineuse dans le même véhicule, n'ont développé d'essence par leur contact avec la myrosyne; nous

ne pouvons donc, quant à présent du moins, faire connaître la nature de la substance qui, dans les plantes antiscorbutiques, donne lieu à la formation de l'huile volatile sous l'influence simultanée de l'eau et de la myrosyne; car, bien que nous ayons observé que nos liqueurs A et B offraient une légère réaction acide, nous ne pouvons supposer qu'il faille attribuer cette réaction à de l'acide myronique libre. D'ailleurs la solution de notre extrait sec, qui offrait aussi ce caractère acide, n'a pas non plus donné d'essence avec la myrosyne.

10° Enfin, qu'on pourrait, au besoin, préparer avec les plantes antiscorbutiques sèches les médicaments dont ces mêmes plantes sont la base à l'état récent, mais que leur substitution, dans les officines, à ceux obtenus suivant les formules de la pharmacopée légale, ne doit néanmoins pas être faite sans prescription spéciale.

Nota. Depuis que ce travail est terminé, nous avons eu occasion de nous procurer les fruits de divers crucifères, et, ainsi que nous l'avions précédemment admis par induction, il nous a été possible d'y constater la présence de la myrosyne. Les fruits sur lesquels nous avons expérimenté sont ceux des plantes suivantes :

<i>Erysimum</i>	<i>barbarea</i>	<i>sisybrum</i>	<i>tenuifolium</i> .
—	<i>cheiranthoides</i>	<i>raphanus</i>	<i>raphanistrum</i> .
—	<i>officinale</i>	<i>isatis</i>	<i>tinctoria</i> .
<i>Lepidum</i>	<i>sativum</i>	<i>hesperis</i>	<i>matronalis</i> .
—	<i>latifolium</i>	—	<i>maritima</i> .
—	<i>rudérale</i> .		

Pour compléter ce petit travail, il nous reste donc à isoler le principe qui, dans le raifort, donne naissance à de l'huile essentielle sous l'influence simultanée de l'eau et de la myrosine. Certes la connaissance de la nature de ce curieux produit nous semble offrir trop d'intérêt pour que nous n'ayons pas le vif désir de consacrer de nouveau quelques instants de

nos rares loisirs à sa recherche : puissent les nouvelles expériences que nous nous proposons d'entreprendre être couronnées d'un plein succès !

FALSIFICATIONS.

SUR LA FALSIFICATION DES EAUX-DE-VIE.

Par MM. MORIN et J. GIRARDIN, professeurs de chimie à Rouen.

Dans le numéro de novembre dernier du *Journal de chimie médicale*, page 806, on lit le travail que MM. Verbart, J. Van de Velden, G. Broeckx et P.-J. Matthysens, ont présenté à la Société de médecine d'Anvers, *sur la falsification du genièvre et de la bière*. Cette publication nous engage à signaler les faits qui sont à notre connaissance, relativement à la falsification des eaux-de-vie, et nous le faisons d'autant plus volontiers, que nous pouvons administrer la preuve que l'addition de l'huile de vitriol aux eaux-de-vie n'est point, malheureusement, une supposition du vulgaire, ainsi que les chimistes belges le prétendent.

Au commencement du mois de mars 1844, nous avons été chargés par M. le procureur du roi de Rouen, d'examiner trente-cinq échantillons d'esprit et d'eaux-de-vie saisis chez divers marchands en gros et débitants de la ville. Il s'agissait de reconnaître si ces liquides spiritueux ne contenaient aucune substance nuisible à la santé.

Disons d'abord comment nous avons opéré.

L'eau-de-vie a d'abord été pesée au moyen de l'alcoomètre centésimal, puis essayée au papier de tournesol. — On l'a ensuite additionnée de quelques gouttes de sulfate ferrique neutre, pour reconnaître la nature de la matière colorante. — On en a distillé une certaine quantité pour avoir, d'un côté, l'alcool et les produits volatils, et d'un autre côté les matières fixes. Les produits distillés ont été essayés pour savoir s'ils renfermaient des substances acides ou huileuses. — Quant aux matières fixes,

on y a recherché le sucre ou caramel, les matières astringentes ou tannantes, les matières acres provenant du poivre ou du piment, enfin des acides étrangers.

Plusieurs des eaux-de-vie, soumises à nos essais, ont fourni, après l'évaporation, un résidu très-acide, ayant la propriété de former dans les sels solubles de baryte un précipité blanc, insoluble dans l'eau et l'acide azotique pur. Ce précipité, recueilli avec soin, lavé et séché, a été calciné au rouge avec du charbon pur dans un tout petit creuset de porcelaine neuf. La matière calcinée dégagait avec les acides faibles l'odeur de l'hydrogène sulfuré, noircissait l'argent après avoir été humectée, et cédait à l'eau du sulfure de baryum, d'où l'acide hypo-azotique isolait du soufre.

Ces eaux-de-vie renfermaient donc bien évidemment de l'acide sulfurique libre. La proportion de cet acide étranger était, toutefois, très-minime, même dans les eaux-de-vie les plus acides.

Relativement à la matière colorante des eaux-de-vie saisies, les unes devaient leur couleur à du caramel, d'autres à des matières astringentes analogues au cachou, et plusieurs à la matière colorante du bois de chêne.

Avec les eaux-de-vie colorées par le caramel, le sulfate ferrique ne produit aucune coloration.

Avec celles colorées par le cachou, ce sel donne une couleur verte ou d'un vert-brun plus ou moins prononcé.

Avec les eaux-de-vie colorées par le bois de chêne, le sulfate ferrique produit une teinte d'un beau noir-bleuâtre.

Quelques-unes des eaux-de-vie contenaient de l'acide acétique en proportions notables.

Aucune ne nous a présenté de matière acre, analogue à celle qui provient du poivre, du piment, de la pyréthre et autres substances chaudes et acres qui communiquent à l'esprit de vin une saveur piquante et brûlante.

Après ces observations générales et préliminaires, voici les caractères des divers échantillons d'eaux-de-vie qui nous ont été envoyées par le procureur du roi. Nous en faisons deux séries : dans la première, nous plaçons les liquides saisis dans les magasins des marchands en gros ; dans la seconde, nous rangeons les eaux-de-vie saisies chez les petits détaillants.

I. — Esprits et Eaux-de-Vie des marchands en gros.

DÉSIGNATION DES ÉCHANTILLONS.	ALCOOMÈTRE centésimal.	ARÉOMÈTRE de Cartier.	RÉACTION sur le papier de tournesol.	NATURE de la matière colorante.	MATIERE ÉTRANGÈRE à la nature de l'Eau-de-Vie.
Eau-de-Vie, dite commune . .	50°	19° 25	nulle	cachou	"
id.	50°	19° 25	acide	cachou	acide acétique.
Trois-Six	50°	19° 25	nulle	"	"
Eau-de-Vie, dite commune . .	50°	19° 25	très-acide	cachou	acide acétique en abondance.
Trois-Six	50°	19° 25	nulle	"	"
Eau-de-Vie de Montpellier . .	56° 5	31° 03	très-acide	chêne	acide sulfurique.
Eau-de-Vie de Cognac	57°	31° 43	acide	cachou	id.
Trois-Six	55° 4	33° 50	nulle	"	"
Eau-de-Vie d'Armagnac	48° 9	18° 8	très-acide	chêne	acide sulfurique.
Eau-de-Vie de Mont-de-Marsan .	47° 1	18° 5	acide	id.	id.
Eau-de-Vie de Saintonge	57°	31° 43	nulle	cachou	"
Eau-de-Vie, dite de Saint-Jean .	56°	31° 11	acide	id.	acide sulfurique.
Eau-de-Vie de Montpellier . . .	47° 5	18° 53	nulle	caramel	"
Eau-de-Vie, dite commune . . .	48° 6	18° 33	acide	cachou	acide sulfurique.
Eau-de-Vie de Cognac	49° 5	19° 11	un peu acide	id.	acide acétique.
Eau-de-Vie d'Armagnac	51°	19° 54	très-acide	chêne	id.
Eau-de-Vie de Montpellier . . .	58° 4	31° 9	nulle	caramel	"

II. — Eaux-de-Vie des détaillants.

Eau-de-Vie à 1 fr. 60 c. le litre.	45°	17° 88	à peine acide	cachou	acide sulfurique.
Eau-de-Vie à 2 fr. 50 c. le litre.	48° 3	18° 70	très-acide	id.	id.
Eau-de-Vie à 1 fr. 20 c. le litre.	44° 5	17° 70	id.	id.	id.
Eau-de-Vie à 3 fr. le litre.	47° 5	18° 55	à peine acide	id.	acide acétique.
Eau-de-Vie à 1 fr. 60 c. le litre.	43° 6	17° 58	id.	id.	acide sulfurique.
Eau-de-Vie commune	37° 4	16° 12	id.	caramel	id.
id.	48° 1	17° 38	id.	id.	id.
id.	46° 1	18° 14	id.	cachou	id.
id.	49° 1	18° 38	acide	id.	en proportion plus forte.
Eau-de-Vie à 1 fr. 50 c. le litre.	48° 9	18° 87	à peine acide	id.	id.
Eau-de-Vie à 1 fr. 75 c. le litre.	49° 3	18° 11	très-acide	id.	en proportion plus forte.
Eau-de-Vie à 1 fr. le litre . . .	43° 35	17° 40	acide	chêne	id.
Eau-de-Vie à 2 fr. 50 c. le litre.	50° 1	19° 35	très-acide	cachou	id.
Eau-de-Vie à 1 fr. 80 c. le litre.	45° 2	17° 30	acide	caramel	en proportion plus forte.
Eau-de-Vie à 1 fr. le litre . . .	36° 9	16°	nulle	id.	id.
Eau-de-Vie à 80 c. le litre . . .	39° 1	16° 25	id.	id.	"
Eau-de-Vie à 1 fr. le litre . . .	39° 3	16° 50	acide	cachou	acide sulfurique.
Eau-de-Vie à 1 fr. 30 c. le litre.	35° 6	15° 75	acide	id.	id.

On voit que 21 échantillons d'eau-de-vie sur 35 nous ont donné de l'acide sulfurique;

que 5 id. sur 35 contenaient de l'acide acétique en proportions très-marquées;

que 20 id. sur 35 devaient leur couleur au cachou, ou à des matières astringentes verdissant les sels ferriques;

que 5 id. sur 35 devaient leur couleur au tannin du chêne;

que 7 id. sur 35 devaient leur couleur au caramel.

On voit encore que les eaux-de-vie des débitants ont généralement un degré alcoolométrique assez faible; elles ne marquent quelquefois que 35 à 36° centésimaux; aussi leur prix vénal est-il très-bas. Il n'y a pas grand mal à ce que les débitants vendent au peuple des eaux-de-vie aussi faibles en degrés, lorsque surtout ils ne dissimulent pas cette faiblesse par l'emploi des substances acres et piquantes. C'est dans les bas-quartiers et les faubourgs de Rouen qu'on vend ces mauvaises eaux-de-vie, qui n'ont ni bouquet ni saveur agréables. Le litre renferme 40 petits verres, qu'on détaille sur le comptoir à raison de 2 liards. Comme on le pense bien, c'est avec ces spiritueux à bon marché que le peuple s'enivre de préférence.

L'acide acétique, que nous avons rencontré dans plusieurs échantillons, n'est pas le résultat d'une addition frauduleuse; il se produit naturellement dans les eaux-de-vie par l'action de l'air; il existe surtout dans celles qui sont anciennes, de moyenne force, et qui ont été gardées plus ou moins de temps en vidange.

Expliquons-nous maintenant sur la présence de l'acide sulfurique dans beaucoup d'eaux-de-vie.

Cet acide est ajouté à ces liquides dans le dessein, non de renforcer leur saveur, car sa proportion est trop minime pour cela, et d'ailleurs, il ne produirait pas cet effet d'une manière heureuse; mais pour y développer un bouquet analogue à celui qui caractérise les vieilles eaux-de-vie de vin. En agissant peu à peu sur l'alcool, il donne naissance à une certaine quantité d'éther hydratique, qui aromatise le liquide et lui donne une apparence de vétusté. — Il y a presque toujours un peu d'éther dans les vieilles eaux-de-vie de vin; mais dans ce cas, il est produit naturellement par la réaction sur l'alcool de l'acide acétique, qui se forme à la longue sous l'influence de l'air et des matières fermentescibles.

La quantité d'acide sulfurique que nous avons trouvée dans les eaux-de-vie ci-dessus indiquées est trop minime pour agir défavorablement sur la santé. Cependant cette introduction est blâmable, et il est convenable de la faire cesser, car il pourrait arriver que des marchands, ignorant l'action si énergique de cet acide, en ajoutassent au delà de la dose nécessaire pour développer le bouquet.

Nous nous sommes demandé si l'acide sulfurique ne proviendrait pas de ce qu'on renferme les eaux-de-vie dans des fûts qu'on a soufrés, pour que, pendant leur vidange, ils ne contractent aucun mauvais goût. Nous ne pensons pas que ce soit à cette circonstance qu'il faille rapporter la présence de cet acide; et ce qui nous porte surtout à repousser cette explication, c'est, d'une part, qu'on devrait le retrouver dans toutes les eaux-de-vie sans exception, attendu que la pratique du soufrage des tonneaux vides, chez les négociants, est générale, et, d'autre part, que les eaux-de-vie des petits débitants contiennent toujours l'acide étranger en proportions plus marquées que celles des marchands en gros. Le contraire devrait avoir lieu cependant, puisque les premières sont beaucoup plus fai-

bles en degrés. Ce qui prouve que les détaillants ont allongé avec de l'eau les eaux-de-vie qu'ils ont achetées aux commerçants en gros.

Il y a une vingtaine d'années, on employait un moyen tout différent, pour vieillir en apparence les eaux-de-vie factices : on y ajoutait un peu d'acétate d'ammoniaque, et pour leur faire la *perle* et le *chapelet*, caractères qui, comme on le sait, appartiennent aux bonnes eaux-de-vie *preuve de Hollande*, et ont une grande valeur aux yeux des gourmets ; on y faisait dissoudre un peu de savon blanc. Quelques-uns se servaient aussi d'un mucilage de gomme adragante, qu'ils délayaient dans l'eau-de-vie ; la plus grande partie de la gomme était précipitée ; mais il paraît qu'il en restait assez en solution dans le liquide, pour lui communiquer l'espèce d'onctuosité qui caractérise les bonnes et vieilles eaux-de-vie.

L'emploi du cachou pour colorer les esprits coupés, qu'on débite sous le nom d'eaux-de-vie, remonte à une quinzaine d'années. Il est rare, du reste, que le cachou soit employé seul, on lui associe d'autres substances astringentes et aromatiques, dans le double but de donner de la couleur et du bouquet. Chaque débitant, pour ainsi dire, a une recette particulière pour préparer ce qu'il appelle sa *sauce*. Voici une formule que nous savons avoir été employée il y a une dizaine d'années ; nous la donnerons comme exemple de ces *sauces* en usage chez nos fabricants d'eaux-de-vie.

Cachou en poudre...	250 gr.	Thé Hyswin.....	128 gr
Sassafras.	468	Capillaire du Canada.	128
Fleur de genêt.....	500	Réglisse verte	500
Thé suisse.....	192	Iris de Florence.....	16
Alcool à 33°, ou trois-six.....	6 litres.		

On fait digérer pendant plusieurs jours, à une douce température. Cette teinture est ensuite employée pour colorer l'es-

prit, qu'on a ramené par de l'eau au degré de l'eau-de-vie ordinaire. — Quelquefois, au lieu de traiter les mêmes substances par de l'esprit de vin, on en fait une infusion dans la quantité d'eau nécessaire pour couper le trois-six; on ajoute l'infusion chaude à l'esprit.

En 1832, un peu avant l'arrivée du choléra en France, nous fûmes chargés par l'administration d'examiner la qualité des principaux objets de consommation livrés au peuple de nos faubourgs. A cette époque, nous reconnûmes, dans beaucoup de mauvaises eaux-de-vie, l'existence d'une petite quantité d'acétate de plomb. On employait alors ce sel pour la clarification des esprits de graines et de sécule coupés avec de l'eau. Nous n'avons pas retrouvé ce sel dans les eaux-de-vie factices que nous avons examinées récemment. Il est probable que la meilleure qualité des esprits, due au perfectionnement des appareils distillatoires, ne rend plus nécessaire l'usage de ce singulier moyen de clarification.

Rouen, 17 décembre 1845. J. GIRARDIN. B. MORIN.

COMPTE RENDU DES SÉANCES

DU

CONGRÈS MÉDICAL.

SUITE. (*Voir le numéro de février.*)

SÉANCE DU 12 NOVEMBRE 1845.

Présidence de M. DAVALLON.

Section de pharmacie. — Rapport de la Commission n. 11. — Hôpitaux civils. — Dispensaires.

M. Schaeuffele, secrétaire, donne lecture du procès-verbal de la dernière séance, qui est adopté.

M. Gobley, rapporteur de la Commission n° 11, donne lecture de son Rapport.

Messieurs,

La onzième Commission avait à s'occuper des deux questions suivantes :

1^{re} L'exercice de la pharmacie dans les hôpitaux civils offre-t-il toutes les garanties désirables ? — La position et les devoirs des pharmaciens en chef, des élèves internes et externes dans ces établissements, sont-ils déterminés d'une manière convenable ?

2^{re} Examiner les relations des pharmaciens avec les dispensaires et les institutions de bienfaisance et de secours mutuels.

Vous comprenez, Messieurs, quelle importance s'attache à ces questions. Désireux de fixer tout ce qui se rapporte à notre art, vous avez porté votre sollicitude sur les intérêts des malades pauvres, et vous avez voulu chercher pour eux les conditions les plus avantageuses de traitement.

D'abord, l'exercice de la pharmacie dans les hôpitaux offre-t-il toutes les garanties désirables ?

Votre Commission pense, à l'unanimité, que l'exercice de la pharmacie peut offrir toutes les garanties désirables dans les hôpitaux et hospices où il est fait par des élèves sous la surveillance de pharmaciens ; elle ne croit pas qu'il offre des garanties suffisantes dans ceux de ces établissements où des religieuses préparent les médicaments.

Nous aimons avec vous, Messieurs, à rendre hommage au zèle avec lequel ces femmes dévouées donnent aux malheureux des consolations et des soins ; mais notre reconnaissante admiration ne doit pas nous empêcher d'examiner froidement, si leur désir de faire le bien est toujours au niveau des fonctions qu'elles ont à remplir.

Comment admettre, en effet, que des personnes qui n'ont fait aucune étude spéciale, puissent préparer les médicaments aussi bien que des hommes qui ont passé plusieurs années dans les officines, qui ont donné des preuves de leur savoir en pharmacie théorique et pratique, en histoire naturelle et en chimie ? Nous sommes loin de ces temps où la pharmacie consistait dans un mélange de substances dont les réactions n'étaient ni prévues, ni étudiées. Qui oserait soutenir aujourd'hui que des connaissances chimiques ne soient pas indispensables à celui qui doit l'exercer ? Ne faut-il pas qu'il prévienne les réactions qui peuvent survenir dans le mélange des différentes substances, et qu'il en fasse part au médecin si, par extraordinaire, elles lui avaient échappé ? Souvent, vous le savez, du mélange de deux substances innocentes peut résulter un poison des plus dangereux.

Et cette synonymie, qui nous a rendu à nous-mêmes l'étude de la chimie si pénible, ne porte-t-elle pas à l'erreur celui qui n'en a pas une connaissance parfaite ?

Ainsi, l'absence de connaissances chimiques, ou une erreur dans les

noms, peuvent faire que le remède, au lieu d'apporter du soulagement au malade, lui donne la mort.

Ces considérations, et beaucoup d'autres qu'il serait trop long de rappeler, ont déterminé votre Commission à repousser, à l'unanimité, l'emploi des religieuses dans l'exercice de la pharmacie ; elle désire qu'elles soient remplacées par des pharmaciens en chef et par des élèves.

Dans certaines localités où l'hôpital n'est pas assez considérable pour exiger la présence d'un pharmacien, votre Commission demande que les médicaments soient fournis et distribués par des pharmaciens de la ville.

Pour la seconde partie de la première question : « La position et les devoirs des pharmaciens en chef, des élèves internes et externes, dans les hôpitaux, sont-ils déterminés d'une manière convenable ? »

Votre Commission ne pense pas que la position des pharmaciens en chef, que les devoirs réciproques des pharmaciens en chef et des élèves soient déterminés d'une manière convenable. Elle est, au contraire, persuadée qu'il y a beaucoup à faire dans cette partie de l'organisation du service des hôpitaux ; mais elle s'abstiendra d'entrer dans des détails qui ressortent tout à fait de l'organisation intérieure de ces établissements. Cependant, ayant appris que des réclamations avaient été adressées à ce sujet à l'administration des hôpitaux et des hospices de Paris, elle émet le vœu qu'elles soient examinées avec attention, afin qu'on puisse régler d'une manière définitive, dans l'intérêt du service, les devoirs réciproques des pharmaciens en chef et des élèves.

Une question a préoccupé votre Commission. Elle s'est demandé si les conditions d'admission pour les candidats aux places de pharmaciens en chef étaient suffisantes ; s'il ne faudrait pas qu'ils fussent tenus de présenter le diplôme de pharmacien.

Le pharmacien en chef d'un hôpital doit, en effet, être assimilé au pharmacien de la ville. Ayant la même responsabilité, il doit présenter les mêmes garanties de capacité aux yeux de la loi. Aussi votre Commission pense-t-elle que les candidats aux places de pharmacien en chef devront, à l'avenir, présenter le diplôme de pharmacien. Elle a vu, dans cette condition imposée aux nouveaux candidats, un moyen d'arriver à améliorer la position de ces hommes distingués auxquels l'exercice de la pharmacie en ville est interdit. Les études qu'ils ont faites, les épreuves qu'ils ont subies, leur donnent droit à des égards dont ils ne nous semblent pas jouir à un degré suffisant. Relevés à leurs propres yeux, pouvant se livrer, dans une position respectée, à ces études scientifiques que presque tous suivent avec succès, et quelques-uns avec gloire, ils ne regarderaient plus comme un lieu de passage la pharmacie des hôpitaux, et l'on ne verrait pas se reproduire aussi souvent ces changements de direction toujours si funestes au service.

Votre Commission ne pense pas que les jeunes gens qui se présentent aujourd'hui pour les places d'élèves dans les hôpitaux offrent des garanties

suffisantes de capacité; elle demande qu'ils soient tenus de fournir le diplôme de bachelier en pharmacie.

A l'unanimité, votre Commission se rattache au concours pour les places de pharmaciens et d'élèves; elle regarde ce mode d'épreuves comme le plus avantageux pour amener dans les hôpitaux des hommes instruits et studieux.

Après avoir cherché à assurer le service des hôpitaux, votre Commission s'est occupée de cette classe intéressante de malades pauvres qui demandent à recevoir chez eux les soins du médecin, et auxquels des associations charitables offrent à la fois et les conseils de la science, et les secours matériels que réclame leur position.

Depuis que les dispensaires et les sociétés de bienfaisance et de secours mutuels existent, les pharmaciens ont été en relation avec ces sociétés pour la fourniture des médicaments dont leurs malades pouvaient avoir besoin. Nous pouvons affirmer que jamais il n'a pu s'élever de réclamations sur la manière dont s'établissaient ces rapports.

Mais il est des établissements créés par la charité publique, les bureaux de bienfaisance, qui n'ont pas suivi cette voie. La Commission émet le vœu que de semblables relations s'établissent entre ces bureaux et les pharmaciens. Conséquents avec eux-mêmes, et dans le seul but de faire rentrer dans la légalité toutes les conditions de la vente des médicaments, ils consentent de grand cœur à abandonner tout motif d'intérêt, et à souscrire à tout ce qui sera jugé convenable, afin de s'unir aux sacrifices que font les communes pour subvenir aux besoins des pauvres.

Votre Commission s'est étonnée que des avances faites à plusieurs intervalles n'aient pas été acceptées par l'autorité, et que celle-ci maintienne les pharmacies des maisons de charité, dont l'existence est contraire à la loi qui régit l'exercice de notre profession; elle est persuadée que les bureaux de bienfaisance gagneraient, sous le rapport de l'économie, si ces propositions étaient acceptées.

En manifestant, Messieurs, le vœu que les religieuses n'exercent plus la pharmacie dans les hôpitaux et les hospices; en réclamant la suppression de toutes les pharmacies des maisons de secours, faisons observer de nouveau que nous ne demandons que l'exécution de la loi.

La loi du 21 germinal an XI, sur l'organisation et l'exercice de la pharmacie, dit, art. 25: « Nul ne pourra exercer l'état de pharmacien, préparer, vendre ou débiter aucun médicament, s'il n'a été reçu suivant les formes voulues. »

Cette défense formelle, fondée sur la nécessité d'études spéciales et de connaissances acquises, a été violée par diverses ordonnances ou arrêtés, dont le premier sur lequel on s'est le plus appuyé, remontant au 28 mai 1801 (an IX), a été abrogé par la loi postérieure qui vient d'être citée.

Depuis la promulgation de la loi du 21 germinal jusqu'à l'année 1816, le service de pharmacie des bureaux de charité, de même que celui des

hôpitaux et hospices, était fait par qui de droit : dans les hôpitaux et hospices, il n'y avait que des pharmaciens admis sur examen, et l'on se fournissait dans les pharmacies des villes pour les bureaux de charité.

En 1816, les corporations religieuses eurent assez d'influence pour obtenir l'exhumation de l'arrêté précité, et pour se faire rendre le service de la pharmacie; entièrement pour les bureaux de bienfaisance, plus ou moins complètement dans les hôpitaux.

C'était une violation pour la loi. La loi exige, et avec raison, pour la sécurité publique, de ceux qui exercent la pharmacie, des connaissances que ne peuvent ni ne doivent avoir des religieuses. La responsabilité qui pèse sur les pharmaciens leur est entièrement étrangère. Dédaignant toute autre preuve de capacité, la loi exige un diplôme de tous ceux qui préparent un médicament; et, dans sa juste sollicitude pour tout ce qui touche à la santé publique, elle n'a pas même voulu se préoccuper des intérêts particuliers. C'est ainsi que, malgré les difficultés de tout genre qui peuvent s'élever et compromettre une aisance chèrement acquise, la veuve d'un pharmacien ne peut conserver plus d'un an son établissement, et encore est-elle obligée de présenter un élève capable, et d'accepter en outre la surveillance d'un pharmacien reçu. Il est impossible de concilier les exigences de cet article de la loi avec l'existence indéfinie de pharmacies confiées à des religieuses.

Peut-être, Messieurs, en montrant cette insistance, serons-nous en butte à quelques soupçons d'intérêt personnel; mais nous pouvons y répondre d'avance, et prouver que, dans tous les cas, l'intérêt des indigents marcherait de pair avec le nôtre.

Les comptes des années qui ont précédé 1816, comparés à ceux des années qui ont suivi, montrent que les bureaux de bienfaisance de la ville de Paris dépensaient alors une somme moitié moindre pour un nombre égal d'indigents. Les frais de conservation, de préparation et de distribution des médicaments qu'entraînent nécessairement des maisons spéciales, font comprendre et auraient pu faire prévoir ce résultat. Serait-il donc indifférent, en outre, d'avoir à offrir aux malades pauvres des médicaments préparés selon les règles de l'art, et dont le vigilant contrôle de l'autorité garantit suffisamment la bonne qualité?

Tels ont été, Messieurs, les résultats de la discussion ouverte dans le sein de votre onzième Commission sur les questions qui lui avaient été d'abord proposées; mais à celles des hôpitaux et des dispensaires, est venue s'adjoindre plus tard la question des eaux minérales.

Ces eaux chargées de principes médicamenteux, employées chaque jour dans le traitement d'affections nombreuses, devaient-elles être considérées comme des médicaments, et rentrer dans les prévisions de la loi qui les régit?

Les eaux purgatives, entre autres celles de Pulna et de Sedlitz, doivent-elles être livrées aux mains de simples spéculateurs, et leur emploi sans

surveillance ne peut-il pas avoir des inconvénients, ne présente-t-il pas des dangers?

Et quand même aucun accident ne serait venu justifier ces craintes, ces eaux ne sont-elles pas de vrais médicaments ordonnés par les médecins pour combattre des maladies déterminées? L'eau de Vichy ne dissout-elle pas certains calculs, et n'en prévient-elle pas la formation? La propriété tonique des eaux de Contrexeville n'agit-elle pas heureusement dans l'expulsion des graviers qui séjournent dans les voies urinaires?

Les affections catarrhales, la phthisie, les scrofules se modifient sous l'influence des eaux sulfureuses, et les eaux chargées de principes ferrugineux sont l'un des médicaments les plus utiles dans la chlorose.

Je pourrais, Messieurs, vous citer d'autres exemples; il me suffira de vous rappeler que l'Académie royale de médecine a si bien compris l'importance du rôle qu'elles peuvent jouer dans l'art de guérir, qu'elle a créé dans son sein une Commission spéciale, qui est chargée du soin de diriger les travaux relatifs à cette question immense, sous le double rapport de la science et de la médecine.

Comment, d'après tous ces faits consignés, et dans les traités sur les eaux minérales, et dans les ouvrages de médecine, concevoir que la vente des eaux minérales naturelles, et celle des eaux minérales factices, que le médecin conseille quelquefois de leur substituer, soit exploitée aujourd'hui par une foule d'industriels? Il ne sera pas sans intérêt de vous faire connaître les règlements qui les régissent.

La fabrication et la vente des eaux minérales sont classées de la manière suivante :

Fabriques de première et de deuxième classe; dépôts de première, de deuxième et de troisième classe.

Les fabriques de première classe paient un droit de 250 fr., et doivent être régies par un pharmacien reçu. On peut y préparer toute espèce d'eaux minérales.

Les fabriques de deuxième classe paient un droit de 150 fr., et doivent être régies par un pharmacien comme celles de première classe. On ne peut y fabriquer que de l'eau gazeuse, plus connue sous le nom d'eau de Seltz factice.

Les personnes qui tiennent les dépôts de première classe paient un droit de 150 fr., et peuvent débiter toutes les eaux naturelles.

Les personnes qui tiennent les dépôts de deuxième classe paient un droit de 75 fr., et peuvent débiter les eaux factices ou une eau naturelle.

Enfin, les personnes qui tiennent les dépôts de troisième classe, paient un droit de 25 fr., et ne peuvent débiter que de l'eau de Seltz factice.

Ainsi, la vente de médicaments puissants, dont la fraude peut avoir des conséquences graves, est pour ainsi dire, livrée à la liberté du commerce, lorsque au contraire, elle devrait être confiée aux hommes que la loi

du 21 germinal an XI a reconnu comme les seuls dépositaires de tout ce qui intéresse la santé publique.

Votre Commission n'a pas pensé que les choses dussent rester dans cet état; elle a émis, en conséquence, le vœu que la vente en détail des eaux minérales naturelles, que la fabrication et le débit des eaux minérales factices fussent réservés aux pharmaciens; elle fait toutefois une exception pour une boisson d'agrément, l'eau gazeuse, dont la fabrication et le commerce seraient libres. Elle entend par eau gazeuse, l'eau chargée d'acide carbonique, qui est généralement vendue sous le nom d'eau de Seltz. Cette dénomination impropre devrait être changée, l'eau de Seltz, préparée suivant la formule du Codex, n'ayant, avec cette préparation, que des rapports éloignés, et devant, comme médicament, rester entre les mains des pharmaciens.

Voici les conclusions du rapport telles qu'elles ont été adoptées après discussion :

1° Que les religieuses qui sont le service de la pharmacie dans les hôpitaux et hospices soient remplacées par des pharmaciens en chef et des élèves en pharmacie;

2° Que dans le cas où le service de l'hôpital n'est pas assez considérable pour exiger la présence d'un pharmacien, la préparation, la fourniture, la distribution des médicaments et la direction du service pharmaceutique de l'hôpital soient confiées exclusivement aux pharmaciens de la localité;

3° Que les candidats qui se présentent pour le concours de pharmacien en chef soient tenus de fournir le diplôme de pharmacien;

4° Que les candidats pour le concours d'élèves internes en pharmacie dans les hôpitaux, soient tenus de fournir le diplôme de bachelier en pharmacie;

5° Que la préparation, la fourniture et la distribution des médicaments nécessaires aux indigents traités par les bureaux de charité, dispensaires, les institutions de bienfaisance et de secours mutuels, soient réservées exclusivement aux pharmaciens d'après un tarif;

6° Que la fabrication des eaux minérales artificielles, que le débit en détail des eaux minérales naturelles et artificielles soient réservés aux pharmaciens seuls, en exceptant toutefois l'eau gazeuse simple.

La discussion est ouverte sur la première proposition, relative aux religieuses chargées du service de la pharmacie.

On met aux voix la proposition n° 1, qui est adoptée.

Il est donné lecture de la proposition n° 2, relative aux hôpitaux des petites localités.

M. Noyer propose l'adjudication pour la fourniture des médicaments. — Cette proposition n'est pas appuyée.

M. Latour, de Trie, propose que les pharmaciens soient chargés, à

tour de rôle, et par année, de la fourniture des médicaments dans les hôpitaux.

M. Vuastier appuie cette proposition.

M. Foy demande qu'un pharmacien reçu soit attaché aux hôpitaux des localités où il n'existe pas de pharmacie.

M. Garnier combat la proposition de **M. Foy**.

M. Jacout, délégué des pharmaciens de la Marne, dit que la création de pharmaciens cantonaux remplira ce but.

M. Chapart, de la Charente-Inférieure, dit qu'on a adopté une chose fort juste, en chargeant du service de l'hôpital, à tour de rôle, les pharmaciens d'Angoulême.

M. Soubeiran demande que l'administration des hôpitaux soit libre dans le choix du pharmacien en qui elle a placé sa confiance.

M. Abbadie combat la proposition de **M. Soubeiran**.

M. Boullay appuie la proposition de **M. Soubeiran**.

M. le rapporteur déclare que la Commission adhère à la proposition faite par **M. Soubeiran**.

M. Latour, de Trie, cite une ville de son département où le service à tour de rôle se fait régulièrement.

M. Chapart appuie la proposition de **M. Latour**.

M. Soubeiran présente quelques considérations en faveur de sa manière de voir. Il pense que l'on doit retrancher de la proposition ces mots : à tour de rôle.

M. Dubail soutient la proposition de **M. Soubeiran**.

M. Latour craint que cette mesure n'établisse des privilèges.

M. F. Boudet appuie la proposition de **M. Soubeiran**. Il faut, dit-il, considérer ce qui est possible, et ne pas voter ce qui ne serait que dans un but personnel. Chacun choisit le médecin et le pharmacien qui lui inspire le plus de confiance; pourquoi l'administration ne serait-elle pas libre de choisir son pharmacien?

M. Ducloux propose un amendement qui n'est pas appuyé.

M. Foy propose de confier le service des hôpitaux, dans une localité où il n'y a pas de pharmacien, à un élève, sous la responsabilité d'un pharmacien.

M. Fermont propose de confier le service des hôpitaux à un bachelier en pharmacie, qui sera responsable du service.

M. Garnier pense que cette mesure ne peut pas être adoptée.

L'amendement de **M. Latour** n'est pas appuyé.

M. Filhol demande un changement dans la rédaction de l'article de la Commission.

Ce changement est adopté.

M. Dubail propose un amendement qui n'est pas appuyé.

M. Dubuisson propose un amendement qui n'est pas adopté.

La proposition n° 2 est mise aux voix et adoptée.

On passe à la troisième proposition. Elle est mise aux voix et adoptée.

On passe à la quatrième proposition.

M. Magonty, de Bordeaux, signale un abus dans la fourniture des médicaments faite aux dispensaires, bureaux de charité : les pharmaciens de Bordeaux en ont réclamé en vain la répression. **M. Magonty** pense que tous les pharmaciens devraient, moyennant un tarif, obtenir le droit exclusif de fournir ces établissements.

M. Lebrou dit avoir déposé dans la séance d'hier un projet dans le même but.

M. Paton établit, qu'en principe, tous les pharmaciens doivent jouir du droit de fournir les établissements de charité.

M. Davallon, en appuyant la proposition de **M. Magonty**, rappelle que dans les nombreux dispensaires et bureaux de bienfaisance de Lyon, la distribution des médicaments aux indigents est faite par des religieuses et quelques pharmaciens, par suite d'une adjudication. Il ajoute que l'adjudication est un moyen reconnu dangereux et scandaleux, parce que l'abaissement des prix est toujours au détriment de la qualité des médicaments.

MM. Soubeiran et Vée pensent que la fourniture des médicaments doit être accordée aux pharmaciens, mais pas à tous.

L'article est mis aux voix et adopté.

On lit l'article 5, qui est mis aux voix et adopté.

On met en discussion l'article 6 sur la fabrication des eaux minérales.

Cet article est mis aux voix et adopté.

M. Latour, de Tric, propose que le terme de la prescription pour les sommes dues aux pharmaciens soit porté à cinq ans.

Cette proposition est mise aux voix et adoptée à l'unanimité.

M. Latour présente et développe une nouvelle proposition, qui consiste à demander la création de places de pharmaciens-inspecteurs dans toutes les localités où il y a des eaux minérales naturelles.

M. Ducloux combat cette proposition.

M. Boudet, secrétaire général, ne voit pas la nécessité de cette création. Il propose qu'on passe à l'ordre du jour.

M. Latour présente de nouvelles considérations à l'appui de sa proposition.

L'ordre du jour est mis aux voix et adopté.

MM. Davallon et Lebret, de Saint-Quentin, proposent que les pharmaciens reçus par les jurys médicaux puissent s'établir dans toute l'étendue du royaume après avoir subi une épreuve spéciale dans une Faculté de pharmacie et satisfait aux frais d'examen et de diplôme.

MM. Abbadie et Boudet appuient cette proposition, qui est mise aux voix et adoptée.

M. Dupuy propose, au nom de tous les pharmaciens de Rouen, que la

loi nouvelle impose aux pharmaciens l'obligation du secret dans l'exercice de la pharmacie.

Cette proposition développée n'est pas appuyée.

M. Destouches demande que les pharmacies des hôpitaux et établissements de charité soient soumises au même mode d'inspection que les pharmacies des villes.

M. Schaeuffele, délégué du Haut et du Bas-Rhin, dit que le droit d'inspection dans ces établissements ayant été contesté dans plusieurs départements, il est utile que le procès verbal fasse mention de cette proposition.

M. Garnier cite l'article de la loi qui donne aux jurys médicaux le droit d'inspection partout où existent des pharmacies. Il demande en conséquence que l'assemblée passe à l'ordre du jour.

L'ordre du jour est mis aux voix et prononcé.

M. Moitié, demande que les agrégés et les professeurs des Écoles spéciales et préparatoires ne puissent avoir d'officines ouvertes.

On passe à l'ordre du jour sur cette proposition.

M. Dupuy, de Rouen, fait la proposition suivante. Nul pharmacien ne pourra vendre des médicaments portant l'étiquette d'un autre pharmacien, ni ailleurs que dans son officine.

Cette proposition est appuyée par M. Garnier, qui la développe avec M. Dupuy.

Cette proposition est mise aux voix et adoptée.

M. Paton demande que les pharmaciens actuels reçus par les Écoles spéciales puissent prendre le titre de *docteur en pharmacie*, dans le cas où les Écoles de pharmacie érigées en Facultés auraient le droit de conférer ce titre aux récipiendaires.

Cette proposition est mise aux voix et adoptée à l'unanimité.

M. Dorvault propose que la vente en détail des sangsues soit exclusivement réservée aux pharmaciens et rendue pour eux obligatoire.

Cette proposition est mise aux voix et adoptée.

M. Pennes fait une proposition relative à la disposition extérieure des officines.

Cette proposition n'est pas appuyée.

SEANCE DU 13 NOVEMBRE 1845.

Présidence de M. BOULLAT, vice-président,

Section de pharmacie. — Rapport de la Commission n° 12. — De l'Association.
— Conseils de discipline. — Conseils médicaux.

M. Schaeuffele, secrétaire, donne lecture du procès-verbal de la dernière séance, qui est adopté.

— La parole est à M. Aubergier, rapporteur de la Commission n° 12.

Messieurs,

— La Commission dont j'ai l'honneur d'être l'organe, avait à considérer

l'association sous les divers points de vue de la science, des secours mutuels, de la mortalité et des intérêts de la profession.

S'il est une question qui puisse recevoir une solution dans cette enceinte, c'est assurément celle dont je viens de vous signaler l'énoncé. Ce ne sera pas en vain, nous devons l'espérer, que des hommes éclairés seront venus de tous les points de la France avec l'honorable mission de représenter leurs collègues. Une grande assemblée comme la vôtre doit laisser après elle des traces ineffaçables de son passage, en fondant les bases d'associations qui lui survivront et en perpétueront le souvenir.

L'association, Messieurs, est un levier qui, par sa seule puissance, vous permettra de réaliser la plupart des réformes dont vous avez proclamé l'urgence. Par l'association seule, vous pourrez vous placer au-dessus des professions mercantiles qui obéissent à une concurrence sans frein, et vous préserverez de toute atteinte la dignité de votre profession, qui a été, je suis fier de le dire, l'objet de vos constantes préoccupations.

Cette tendance vers l'association, Messieurs, se manifeste d'ailleurs de toutes parts. Un de nos honorables secrétaires représente une association qui s'étend sur tout un département, et je pourrais vous citer plus d'un exemple de ce genre. Partout où ces associations sont établies, elles produisent les plus heureux résultats. Nous ne devons pas nous le dissimuler; les motifs les plus futiles entraînent souvent entre collègues des divisions déplorables, qu'une explication franche et loyale eût permis d'éviter. Des points de contact fréquents rendent ces explications faciles, inévitables. Aux mauvaises passions qui flétrissent le cœur succèdent des sentiments de bienveillance réciproque qui le réjouissent et qui l'élèvent, et la considération publique ne tarde pas à être la récompense des hommes qui, échappant aux suggestions d'une rivalité professionnelle mal entendue, savent prouver, en se respectant entre eux, qu'ils sont dignes du respect de tous. Votre Commission fait donc des vœux pour que, dans tous les départements, des associations, des sociétés pharmaceutiques soient fondées, qui embrasseraient à la fois tout ce qui touche aux intérêts scientifiques, moraux ou matériels de la profession.

Récompenser tous les services, soulager toutes les infortunes, faire connaître les découvertes nouvelles, les propager, telle serait la mission de ces Sociétés.

Il serait fait un appel à tous; car il ne s'agirait pas, comme dans les académies, de choisir les plus dignes, mais bien de réunir par un lien étroit tous les membres d'une même famille.

Je ne serais pas l'interprète fidèle de votre Commission, Messieurs, si je n'ajoutais pas qu'elle invoque pour ces associations la protection bienveillante et éclairée de monsieur le ministre de l'instruction publique; protection qui ne se fait jamais attendre, nous le savons tous, partout où elle est invoquée au nom d'un intérêt public.

Ces associations, renfermées dans l'étroite enceinte d'une ville ou d'un

département, isolées, abandonnées à elles-mêmes, privées de l'aiguillon puissant de l'émulation, ne recevant ni impulsion, ni encouragement par le retentissement donné à leurs travaux, produiront-elles tout le bien que l'on pourrait en attendre ? La majorité de votre Commission, Messieurs, ne le pense pas. Elle désirerait que toutes les Sociétés formassent entre elles une grande confédération qui viendrait se rattacher à une des Sociétés formées à Paris. Là serait le centre où viendraient aboutir toute les lumières, pour être ensuite réfléchies sur les points les plus éloignés.

En réunissant toutes les ressources dont elle pourrait disposer, cette confédération serait assez riche pour secourir dignement toutes les misères qui auraient le droit de s'adresser à elle ; elle pourrait offrir des moyens d'existence et des instruments de travail aux jeunes intelligences qui viendraient à se révéler, et qui promettaient de joindre de nouveaux noms à cette liste d'hommes illustres que la pharmacie française est fière d'avoir vus sortir de son sein. Vous auriez alors plus que jamais, Messieurs, le droit de vous enorgueillir de ces gloires qui n'auraient pu être acquises que grâce à la main protectrice que vous leur auriez tendue.

Quant aux moyens d'exécution, Messieurs, votre Commission n'a pas cru pouvoir les improviser dans le court espace de temps consacré à ses délibérations. Un pareil projet doit être l'objet de sérieuses réflexions. Nous ne pouvions pas songer à le réaliser sans le concours, sans la permission de l'autorité supérieure. Nous nous sommes donc arrêtés au seul parti qu'il nous ait paru convenable de vous proposer. Nous voudrions voir confier à une Commission le soin d'élaborer le plan d'une grande association réunissant tous les pharmaciens de France. Cette Commission devrait se mettre en rapport avec messieurs les délégués des départements. Elle leur adresserait le résultat de son travail, recueillerait leurs observations et arrêterait, après avoir obtenu l'autorisation du pouvoir, les bases de cette grande institution, dont la fondation serait peut-être le plus grand service que puisse rendre le Congrès aux professions médicales.

Abordons maintenant, Messieurs, la seconde question que nous avons à examiner : Conseils de discipline.

Toutes les Commissions qui se sont occupées depuis plusieurs années des questions relatives à la réorganisation de la pharmacie ont été d'accord sur l'utilité de la création des conseils de discipline, dont la mission principale serait de veiller à ce que l'exercice de la profession fût constamment digne et ne sortit jamais des limites tracées par la loi. On aura donc à examiner :

- 1° Quels seraient leurs avantages, quels seraient leurs inconvénients ?
- 2° Quelle organisation, quelles attributions leur donner ?
- 3° Quelles modifications leur imposer selon l'exercice de la pharmacie dans les villes et dans les campagnes ?

Ici la tâche confiée à votre rapporteur devient facile. Nous possédons sur cette importante question deux rapports qui ont été présentés, l'un par

Double à l'Académie de médecine, l'autre par l'honorable président de votre Commission aux Sociétés de pharmacie et de prévoyance.

Ces deux rapports, Messieurs, vous le savez, sont aussi remarquables par l'élévation des pensées que par la vigueur du raisonnement et par l'élégance du style; vous ne pouvez que gagner à me permettre de leur faire de nombreux emprunts.

Exposons donc avec Double le but des Conseils de discipline :

« La création des Conseils sera comme une délégation des pouvoirs de l'administration dans des mains intelligentes, impartiales et sûres. Les institutions ne peuvent tout faire, les lois et l'administration ne peuvent tout embrasser. Il faut donc que la vigilance et les lumières des individus réunis par des intérêts communs sachent y suppléer.

« Quand les Conseils pharmaceutiques n'auraient d'autres attributions que de pouvoir déférer aux tribunaux les délits commis dans l'exercice de l'art, leur existence serait suffisamment justifiée, et ils rendraient d'assez éminents services. A ce seul titre, ils deviendraient comme des sentinelles vigilantes et éclairées, placées entre la magistrature et le corps social afin de révéler à la justice les dommages ou délits dont la société réclame la vindicte. »

La création des Conseils de discipline ayant été admise en principe, la première question qui a été posée est celle-ci :

Les Conseils de discipline seront-ils mixtes ou exclusivement composés de pharmaciens ?

Votre Commission s'est prononcée pour le principe de non-intervention ; elle a pensé qu'il est dans l'ordre naturel de n'être jugé que par ses pairs ; que, dans tout ce qui regarde la police de notre art, il serait désirable que le tribunal de famille fût exclusivement composé de pharmaciens ; que les chambres auraient plus souvent à s'occuper d'une foule de questions qui n'intéressent que la pharmacie. Il suffit de vous énumérer les attributions que recevront les Conseils pour vous en convaincre : Vérifier les titres des pharmaciens qui se proposent de s'établir dans la circonscription du Conseil, dresser les listes de ceux qui exercent dans cette circonscription, signaler et poursuivre les abus et délits qui seraient commis, constater le stage des élèves, exercer sur eux une surveillance constante, leur faire subir un examen après deux ans de stage pour constater leur capacité, enfin, accompagner l'inspecteur général chargé de la visite des pharmacies.

Toutes ces attributions ne doivent-elles pas rester dans le domaine exclusif de la pharmacie, et ne serait-ce pas imposer aux médecins une charge lourde autant qu'inutile que de les leur faire partager ?

Votre Commission s'appuie aussi sur la nature toute paternelle de ces attributions pour remplacer le nom de Conseils de discipline par celui de Chambres de pharmacie. La surveillance des officines, réservée à un inspecteur général, ôte à ces institutions la seule mission qui peut justifier encore le nom qu'on vous propose de changer.

L'action de ces chambres sera d'autant plus efficace, que le cercle sur lequel s'exerce leur juridiction sera moins étendu. Il faut que le délit puisse être frappé au moment même où il vient d'être commis : en sera-t-il ainsi, si les membres des chambres sont forcés de se déplacer pour remplir leurs fonctions ? Cette considération a déterminé votre Commission à demander que les chambres de pharmacie soient formées dans chaque arrondissement, partout où l'arrondissement renfermera au moins dix pharmaciens. Là où ce nombre ne serait pas atteint, on placerait deux arrondissements sous la juridiction d'une seule chambre.

Le principe de l'appel a été motivé, dans le rapport de Double, par les considérations suivantes, qui acquièrent un nouveau degré d'importance de l'établissement de nos chambres de pharmacie dans chaque arrondissement :

« Les conseils pharmaceutiques étant investis d'attributions judiciaires, puisqu'ils prononcent des peines, il est juste que leurs décisions soient soumises à révision. Il serait peu sage de livrer, sans contrôle aucun, l'honneur, la réputation et la position sociale d'un individu, aux mains d'une seule réunion d'hommes, quelle qu'elle fût; la raison s'y oppose, et le législateur n'y saurait consentir. Dans ces cas l'appel facultatif aux cours royales est donc de toute justice. »

C'est une investiture nouvelle que la loi aura départie aux cours royales, lesquelles statueront alors, en la chambre du Conseil, sur les réquisitions du ministère public, après que l'inculpé aura été librement entendu, ou dûment appelé.

Mais avant ce recours aux tribunaux ordinaires, ne serait-il pas utile d'ouvrir de nouvelles voies à un appel préalable ? Ne serait-il pas avantageux, dans le même but, par les mêmes motifs, selon le même esprit et d'après les mêmes principes que la création du Conseil pharmaceutique de chaque département, d'instituer un Conseil pharmaceutique de révision, conseil d'un ordre plus élevé par son organisation et par ses pouvoirs, quoique toujours formé dans le sein de la famille pharmaceutique, et jouissant de tous les avantages qui se rattachent à cette origine ?

L'appel, en général, est l'action de recourir à un juge supérieur, pour faire réformer la sentence émanée d'un tribunal inférieur. La nouvelle jurisprudence, comparée à ce qu'était l'ancienne, laisse beaucoup moins restreinte la voie de l'appel ; c'est un véritable progrès. En toutes choses, l'homme est si faillible dans ses jugements, qu'on ne saurait lui ouvrir trop de routes pour revenir de tous les genres d'erreurs. Considérations générales et considérations particulières, tout se réunit pour démontrer la convenance et la justice qu'il y aurait à établir dans la famille les deux degrés de juridiction.

La chambre d'appel, qui porterait le nom de chambre syndicale, serait composée d'un ou de plusieurs délégués des chambres d'arrondissement et siégerait au chef-lieu du département.

NOMINATION. — La nomination des membres des chambres de pharmacie devra avoir lieu par voie d'élection, et tous les pharmaciens seront appelés à y prendre part, qu'ils aient été reçus par les écoles ou par les jurys. Le système de l'élection a été adopté à l'unanimité par la Commission, comme il l'avait été dans les rapports que nous avons cités. Il est évident que les justiciables des chambres accorderont plus de confiance et de respect aux décisions de ces tribunaux de famille, lorsqu'ils auront concouru eux-mêmes à leur nomination.

Trente ans d'âge et cinq années d'exercice, telles seront les conditions de l'éligibilité.

Le renouvellement aurait lieu par tiers tous les trois ans.

La Commission vous propose donc d'émettre les vœux suivants :

« Que des associations scientifiques et de prévoyance soient formées dans les départements.

« Qu'une commission soit chargée de réunir toutes ces associations des départements en une grande association dont le point central serait Paris.

« Que des chambres de pharmacie soient formées dans tous les arrondissements où existent au moins dix pharmaciens.

« Que les membres de ces chambres soient nommés par tous leurs collègues exerçant dans l'arrondissement.

« Que l'appel puisse avoir lieu devant une chambre siégeant au chef-lieu du département. »

La discussion est ouverte sur les conclusions du rapport. La première et la deuxième proposition, toutes deux relatives aux associations, sont mises aux voix et adoptées sans discussion.

On passe à la troisième proposition, qui a pour objet la création d'une chambre de pharmaciens par arrondissement.

M. Schaeuffele, délégué du Haut et du Bas-Rhin, vient combattre cette proposition.

Il serait difficile, à son avis, de réunir dans un chef-lieu d'arrondissement le nombre de pharmaciens nécessaire pour composer une chambre de pharmaciens. Il voudrait que le siège des chambres de pharmaciens fût établi dans chaque chef-lieu de département, et que des pharmaciens de tous les arrondissements fussent appelés à en faire partie.

M. Favrot voudrait que les chambres de pharmaciens eussent pour principales attributions de poursuivre les empiétements des professions voisines, dont la pharmacie a si souvent à se plaindre ; et qu'à l'égard des pharmaciens, l'action de ces chambres fût toujours dirigée dans un but de conciliation.

M. le rapporteur fait observer que les attributions disciplinaires dont s'est occupé le préopinant appartiendraient plutôt aux inspecteurs généraux des pharmacies qu'aux chambres de pharmaciens.

Il soutient la proposition de la Commission, à cause de la distance qui sépare un grand nombre de pharmaciens du chef-lieu du département. Au

reste, ajoute-t-il, la Commission a indiqué que dans le cas où un arrondissement ne compterait pas dix pharmaciens, ces pharmaciens se réuniraient à l'arrondissement le plus voisin pour constituer une seule chambre de pharmaciens commune aux deux arrondissements.

Il fait observer en outre que si l'on consultait des chambres d'arrondissement, il serait facile aux élèves de prendre auprès d'elles leurs inscriptions.

M. Pennes appuie la proposition de la Commission.

M. Magonty, de Bordeaux, adopte tout à fait l'opinion de **M. Schaeuffele** et insiste sur la dénomination de *Chambres de pharmaciens*, qu'il préfère à celle de Conseils de discipline.

Il trouve, comme **M. Schaeuffele**, qu'établir des chambres par arrondissement, ce serait compliquer les rouages de l'administration, et mettre souvent ces chambres dans l'impossibilité de se réunir.

Il voudrait que chaque chambre de pharmaciens eût sous son influence et sous sa direction un agent spécial qui serait chargé de la constatation des délits.

M. F. Boudet, secrétaire général, appuie l'amendement de **M. Schaeuffele**.

Il entre dans plusieurs considérations pour démontrer les inconvénients et les difficultés attachés à la création d'une chambre de pharmaciens par arrondissement. Selon lui, c'est compromettre l'institution de ces chambres que d'en solliciter un aussi grand nombre; le gouvernement en sera effrayé. En se renfermant dans de plus justes limites on aurait plus de chances de succès; d'ailleurs, on trouverait dans les chambres départementales la garantie d'une indépendance plus grande, d'une action plus forte, d'une autorité plus respectable et plus respectée.

M. Boudet ne partage pas l'opinion de **M. Alph. Garnier** sur l'intervention des professeurs des Écoles dans les chambres de pharmaciens; ce serait une exception pour les trois départements qui possèdent ces Écoles, et il n'y a pas de raisons suffisantes pour les placer en dehors de la règle commune. Il est plus convenable aussi que les professeurs se consacrent tout entiers à l'enseignement, et restent étrangers à la police de la pharmacie; les pharmaciens honoraires, au contraire, se trouvent dans des conditions très-favorables pour faire partie des chambres de pharmaciens: on pourrait compter sur leur impartialité et leur expérience.

M. Boudet termine en proposant que les chambres départementales soient composées de délégués de chaque arrondissement, nommés par leurs confrères réunis au chef-lieu de l'arrondissement.

M. Dupuy vient au nom des pharmaciens de Rouen appuyer les chambres d'arrondissement; il rappelle que les chambres des notaires sont des chambres d'arrondissement, et se prononce contre le nom de chambres de discipline.

M. Lebret, de Saint-Quentin, regrette de ne pouvoir adopter la proposi-

tion de M. Schaeuffele ; il regarde comme tout à fait impraticable de faire fonctionner des chambres départementales.

Il réclame des chambres d'arrondissement et une chambre d'appel au chef-lieu du département.

M. Perrault, délégué des pharmaciens de Nantes, approuve le nom de Conseil de discipline. Il craint que les chambres de pharmaciens ne soient confondues avec les écoles ou les sociétés de pharmacie.

La présence des pharmaciens honoraires dans les conseils lui paraît très-désirable ; il voudrait même qu'ils fussent appelés à les présider.

Il se rattache d'ailleurs à la proposition de M. Schaeuffele.

M. Alph. Garnier combat la proposition de la Commission, en ce qui concerne l'adjonction d'un élève en pharmacie aux pharmaciens dans les chambres de pharmacie.

Sur la demande de M. Boullay, cette adjonction est supprimée.

M. Dubail partage l'opinion de M. Garnier, et présente quelques considérations en sa faveur.

M. le rapporteur fait valoir en faveur des chambres d'arrondissement les dérangements qu'imposerait aux pharmaciens l'obligation de se rendre au chef-lieu du département, qui souvent est très-éloigné.

Cette considération le détermine à combattre l'opinion de MM. Schaeuffele et Boudet, qui lui avait d'abord paru préférable.

Il déclare que la Commission maintient ses conclusions.

M. Boudet cherche à détruire les objections dont la proposition de M. Schaeuffele a été l'objet. Il demande quelle autorité pourrait avoir, dans un arrondissement qui compterait dix pharmaciens, une chambre composée de trois pharmaciens chargés d'apprécier les actes de leurs sept confrères ? N'y aurait-il pas là, dit-il, des chances de partialités et de conflits déplorable ?

MM. Thieullen et Aubergier soutiennent la proposition de la Commission.

L'amendement de M. Schaeuffele est mis aux voix et rejeté.

La proposition de la Commission est adoptée.

M. le rapporteur donne lecture de la proposition n° 5, qui institue des chambres d'appel.

M. Alph. Garnier combat cette institution comme inutile ; il craint d'ailleurs qu'elle ne donne aux pharmaciens des chefs-lieux une trop grande influence.

M. Vés s'élève contre l'opinion de M. Garnier.

Toutes les peines infligées par une chambre de pharmacie, même celles de simple censure, lui paraissent très-graves. La justice veut qu'on puisse en appeler devant un second tribunal.

M. Flon demande que les membres des chambres soient renouvelés chaque année par tiers.

Cette proposition est adoptée.

M. Lepère désire que les chambres d'appel soient composées d'un nombre égal de pharmaciens de chaque arrondissement.

M. le rapporteur, au nom de la Commission, adhère à cette disposition.

M. Davallon insiste sur la nécessité de créer des chambres d'appel; il cite quelques exemples à l'appui de ses idées.

La proposition de la Commission, légèrement modifiée, est mise aux voix et adoptée.

MM. Quelquejeu, Cap et Hauduc, proposent divers amendements, par lesquels ils cherchent à fixer l'organisation des chambres des pharmaciens.

M. Kée réclame l'ordre du jour.

Il est adopté.

M. le président donne lecture de diverses propositions.

La discussion s'établit sur celle de **M. Alex. Martin**, qui est ainsi conçue :

« Une liste des substances simples et des préparations dont la vente sera exclusivement réservée aux pharmaciens, sera dressée tous les ans par la commission chargée de reviser le tarif légal. »

M. Martin rappelle que sa proposition a été réservée, à l'époque de la discussion relative au Codex, et il insiste pour qu'elle soit prise en considération.

M. Kée l'appuie, et fait observer que chaque année de nouvelles substances entreront dans le domaine de la pharmacie, tandis que d'autres seront exclues, et qu'il importe qu'une commission soit annuellement chargée d'en fixer les limites.

La Commission à laquelle on a cru devoir attribuer la rédaction du tarif légal, lui paraît placée dans d'excellentes conditions pour dresser la liste des substances dont la vente doit être réservée aux pharmaciens seuls.

M. Flon appuie cette manière de voir.

M. Soubeiran la combat.

Après quelques observations de **M. Vuallart**, la proposition de **M. Alex. Martin** est adoptée.

M. Malard propose d'admettre le vœu que les pharmaciens ne soient pas responsables des accidents qui peuvent résulter de l'emploi ou du détournement des substances vénéneuses par leurs élèves ou leurs employés.

M. Garnier considère cette disposition comme inutile; il rappelle la loi votée cette année même sur la vente des poisons; il fait remarquer que d'après cette loi, l'amende est facultative depuis 100 francs jusqu'à 3,000 fr. et que les tribunaux peuvent en outre la réduire à 1 franc.

M. Mallard insiste.

La proposition est adoptée.

RAPPORTS DE COMMISSIONS MIXTES.

SÉANCE DU 5 NOYEMBRE.

Professeurs. — Agrégés.

La parole est accordée à M. Gaultier de Claubry pour la lecture du rapport et des conclusions.

La Commission n° 3, dont j'ai l'honneur d'être l'organe, composée de médecins, de pharmaciens et de vétérinaires, avait pour mission de :

Réchercher quel est le meilleur mode de nomination des professeurs, et si l'institution des agrégés ne serait pas susceptible d'amélioration.

Je vais avoir l'honneur de vous faire connaître brièvement le résultat des délibérations longues et consciencieuses auxquelles la Commission s'est livrée dans les trois séances consécutives que vous lui avez assignées à cette fin. Notre travail sera naturellement partagé en deux divisions principales : ce qui regarde les professeurs ; ce qui a trait aux agrégés.

Des Professeurs. — Quel est le meilleur mode de nomination des professeurs ?

Vous le savez tous, Messieurs, le mode de nomination des professeurs dans les Facultés de médecine en particulier, a beaucoup varié depuis cinquante ans : nomination directe par l'autorité supérieure ; nomination après présentation d'une liste de candidats ; nomination par élection directe des corps enseignants ; nomination par voie de concours.

Il ne faut pas vous le faire, Messieurs, il y a des inconvénients dans chacun de ces modes. Qu'y a-t-il de parfait dans les institutions humaines ? Mais quelques modes sont incontestablement plus vicieux que d'autres. Le moins imparfait, celui qui présente moins d'inconvénients, qui offre plus de garanties en tout genre, est celui auquel il conviendrait de s'arrêter.

Or, Messieurs, la nomination directe par l'autorité supérieure est le plus mauvais de tous les modes. Il ne faut pas se le dissimuler, sans prétendre aucunement incriminer des intentions de personne, les ministres sont des hommes comme les autres ; ils se laissent influencer, dans les choix qu'ils font par les mêmes motifs qui entraînent la détermination des autres hommes. Ces motifs sont toujours, soit l'estime particulière qu'ils portent à la personne qu'actuellement et par cette raison ils jugent la plus digne, soit trop souvent des influences de tout genre auxquelles ils ne peuvent se soustraire, et qui ne valent pas mieux les unes que les autres. Votre Commission à l'unanimité a donc écarté ce mode et elle le dit même pour la nomination aux chaires de nouvelle création. Si ces chaires n'étaient pas, dans la pensée de l'autorité, une faveur spéciale qu'elle veut faire à quelqu'un protégé qui n'arriverait pas autrement, pourquoi risquer de faire un mauvais choix pour les remplir, s'il est des modes meilleurs pour y parvenir ?

La nomination sur liste de présentation ne vaut pas mieux ; ce ne présente pas de moindres inconvénients. On ne peut se le dissimuler, les listes

sont une véritable tromperie. Le premier candidat qui y figure est bien celui que les présentateurs préfèrent, et qu'ils désirent voir nommer; les noms suivants sont, ou bien ceux de candidats sérieux ou des noms de remplissage pour forcer la main de l'autorité qui doit faire un choix en lui présentant un seul nom qui soit digne de ses suffrages. Dans le premier cas, il est incontestable que ces candidats, tout sérieux qu'ils soient, n'ont pas obtenu les suffrages de la majorité, puisque le premier rang leur a échappé; dans la seconde supposition, songez que l'autorité peut légalement choisir le second, le dernier même sur la liste; et dans ce cas, quel professeur aurait-elle donné? Votre Commission a, en conséquence, écarté ce mode de nomination.

Il est un autre mode de nomination sur des listes de présentation qu'on demande à la fois au corps enseignant et à quelque autre corporation, quelquefois scientifique, comme l'Académie royale des sciences, mais aussi quelquefois administrative, comme le Conseil royal de l'Université. Ainsi, ce n'est pas exclusivement au corps enseignant, qui connaît ses besoins, qu'on s'adresse, et l'on a vu l'autorité, usant du droit-légal dont elle était investie, choisir un professeur dans la liste qu'elle avait elle-même confectionnée par les mains du Conseil royal. D'un autre côté, si, comme on l'a vu, les deux corporations, qu'elles se soient concertées ou non, présentent chacune le même candidat, distinction sans doute honorable pour celui-ci, que devient le libre arbitre de l'autorité? Le choix ne lui est-il pas imposé? Votre commission a encore écarté ce mode de nomination.

Nomination directe par les Facultés. — La nomination directe par les corps enseignants est un mode moins défectueux peut-être. On peut difficilement se persuader, en effet, qu'un corps enseignant, gardien vigilant de son honneur, veuille admettre dans son sein un sujet qui en sera décidément indigne. Mais, Messieurs, l'esprit de parti, les jalousies individuelles, les misères du cœur humain, peuvent porter un corps enseignant à écarter, par une opposition systématique, le sujet le plus digne d'égards, avec lequel il aura à craindre la comparaison, dont il redoutera la concurrence, dont il craindra d'avoir à supporter un jour le joug pesant. Il est de la prudence de garantir les hommes contre leur propre faiblesse. D'ailleurs, il ne faut pas se le dissimuler, parce que les faits l'ont prouvé, l'homme honorable sous une foule de rapports qui aura obtenu les suffrages d'une Faculté, dans laquelle il comptait autant d'amis que de juges, pourra fort bien ne pas posséder à un degré éminent toutes les qualités qui sont indispensables pour le professorat, et l'expérience n'a que trop souvent démontré que les savants illustres que les corps enseignants se sont empressés d'appeler dans leur sein étaient loin de répondre aux besoins de l'enseignement, ne justifiaient pas, comme professeurs, la bonne idée que leurs brillants travaux, leurs succès dans la pratique, avaient fait concevoir d'eux. Ce sont ces considérations qui ont déterminé votre Commission à vous proposer d'écarter encore ce mode de nomination de professeurs.

Nomination par la voie du concours. — ... Reste donc le concours, et nous nous empressons de vous dire que votre Commission a été unanime pour vous proposer de solliciter vivement et de la manière la plus formelle la conservation du mode de nomination des professeurs pour les corps enseignants qui en sont déjà en possession, et de l'étendre immédiatement à ceux dont les nominations se sont faites jusqu'à présent suivant d'autres modes; et dans cette détermination, votre Commission n'a pas été retenue par quelques considérations qu'elle n'ignore pas avoir été présentées contre les concours; comme celle-ci, que des hommes hauts placés, qui ont fait leurs preuves, et que l'estime publique regarde comme dignes de figurer parmi les professeurs d'une Faculté, ne pourront pas s'exposer aux chances toujours incertaines d'une lutte avec des jeunes gens, devant des juges dont plusieurs ont bien pu être leurs élèves, et venir compromettre par des épreuves faibles, par quelque échec sérieux, leur réputation jusque là si bien établie.

Messieurs, si ces hommes honorables sont réellement d'un mérite supérieur, et s'ils possèdent en même temps les qualités qui constituent le professeur, la palme leur est assurée; ils peuvent entrer avec sécurité dans la lice. Avec un mérite égal, dont il leur sera aisé de faire preuve dans les exercices du concours actuel, ils apporteront leurs titres antérieurs, dont l'appréciation équitable leur assurera un appoint qui les rendra victorieux de leurs compétiteurs. D'ailleurs, Messieurs, il ne s'agit pas de régler seulement pour l'état présent des individus, mais bien d'établir des règles pour l'avenir; et si, dans le moment actuel, il était vrai que le concours écartât quelques hommes vraiment supérieurs, on peut dire avec assurance que plus le temps marchera et moins il se trouvera d'hommes de mérite capables d'être professeurs publics qui ne seront pas façonnés aux luttes du concours.

Votre Commission n'a pas dû examiner une autre objection, qu'on a soulevée timidement, savoir, que ces hommes honorables au sort desquels on semble prendre un si vif intérêt, ne possèdent peut-être pas toutes les qualités d'élocution facile, de clarté d'expression, de netteté d'exposition, d'aplomb, enfin que le professorat public rend indispensables. Ce serait, en effet, reconnaître explicitement que ces honorables praticiens ne sont réellement pas capables d'être pourvus d'une chaire publique.

Enfin, objectera-t-on peut-être, le concours ne donne pas la garantie absolue que le plus digne sera toujours nommé. Eh! Messieurs, les autres modes de nomination la donnent encore moins cette garantie; et il est indubitable que, par le concours, on n'aura jamais un professeur sans aucune capacité, sans aptitude pour le professorat. Si, par un malheur qui arrivera rarement, on n'a pas toujours le plus digne, on aura au moins toujours un homme parfaitement en état de transmettre ses idées et d'exposer méthodiquement l'état de la science.

Aussi, Messieurs, le concours public est-il le mode que vingt-huit (So-

diètes savantes et un grand nombre de médecins de la plus haute distinction, dont plusieurs sont professeurs dans des Facultés ou des Ecoles secondaires, réclament avec force contre deux Sociétés de Paris, qui préfèrent l'élection par l'autorité; et votre Commission, se réunissant à l'unanimité à une aussi imposante majorité, vous propose de demander avec instance et énergie le concours pour la nomination aux diverses chaires qui deviendront à l'avenir vacantes dans les Facultés de médecine, les Ecoles secondaires et les Ecoles vétérinaires. Que ce soit un des articles de la loi qui sera présentée prochainement aux Chambres, afin que cette mesure, une fois revêtue de la sanction législative, ne puisse plus être suspendue ou abrogée par un ministre tout-puissant, encore moins par le chef du Conseil royal, au profit du népotisme et de la médiocrité.

Le concours est donc le mode auquel nous venons vous proposer de donner une adhésion entière. Mais, pour qu'il procure tous les avantages qu'on en attend, il est d'une immense importance de bien constituer le Jury qui est chargé de faire la nomination, sous peine de voir le concours devenir illusoire et présenter à son tour la plupart des inconvénients graves qui vous détermineront sans doute à écarter les autres modes; il faut qu'il offre toutes les garanties désirables de lumière, d'indépendance dans les juges.

Formation du Jury. — A cet égard, de toutes parts il s'est élevé une opinion fortement appuyée, tendant à faire prendre ce qu'on n'a pas craint d'appeler des garanties contre les tendances des corps enseignants. Sans aller jusqu'à réduire ces derniers au rôle secondaire d'examineurs devant un Jury étranger aux Facultés, aux Ecoles, et qui seul jugerait en dernier ressort, on s'est généralement accordé à demander qu'à l'instar de ce qui se passe depuis quelques années pour la Faculté de médecine de Paris, on formât un Jury mixte, où les juges étrangers fussent dans une proportion que les uns ont demandée double, les autres égale au nombre des professeurs-juges. Votre Commission a mûrement étudié cette question et pesé les raisons qu'on a fait valoir dans les divers systèmes; voici à quoi elle s'est arrêtée :

Le Jury doit être mixte, c'est-à-dire composé de professeurs et de juges pris en dehors des Facultés et Ecoles. — Les juges que ces dernières fournissent devront être, comme cela se pratique pour la Faculté de Paris, les titulaires de chaires diverses invariablement désignées à l'avance, selon qu'il s'agit de pourvoir à la vacance de telle autre chaire. Dès lors, rien n'est laissé à l'arbitraire. Si le nombre des juges que les chaires désignées fournissent est jugé insuffisant, le corps enseignant choisit un ou plusieurs juges au plus, par la voie du sort, parmi les titulaires dont les chaires ont des rapports déterminés avec la chaire vacante. Dans tout cela, comme vous le voyez, point de place à l'intrigue, à l'opposition systématique à l'égard d'un candidat. Les juges sont légalement désignés à l'avance, avant même que la chaire ait été déclarée vacante.

Quant aux juges à prendre en dehors de la Faculté, voici ce qui se passe

à Paris pour la Faculté de médecine, et que nous vous proposons de maintenir pour cette Faculté, et d'appliquer à l'Ecole de pharmacie. L'Académie royale de médecine, par suite d'une ordonnance rendue sur l'avis même de cette Compagnie, charge certaines des sections qui la composent et qui, comme les chaires correspondantes de la Faculté, sont désignées à l'avance par une disposition permanente, de choisir dans leur sein ou dans toute l'Académie un nombre déterminé de juges et de suppléants, qui s'adjoignent aux professeurs-juges, pour composer le Jury du concours. Ce choix des sections de l'Académie se fait au scrutin secret et individuel, à la majorité absolue des suffrages.

Pour l'Ecole de pharmacie, outre les juges fournis par les corps eux-mêmes, les autres juges seront demandés aux sections de chimie et de physique médicale, de pharmacie et de médecine légale de l'Académie royale de médecine, à la condition expresse que ces juges seront ou auront été des pharmaciens légalement reçus.

Dans les Facultés de médecine et les Ecoles de pharmacie autres que celles de Paris, outre les juges-professeurs, qui seront fournis par ces corps eux-mêmes, les juges du dehors seront choisis par les Facultés ou les Ecoles tout entières, au scrutin secret et individuel, parmi les membres des Sociétés savantes reconnues et existant dans la ville où se trouve la Faculté ou l'Ecole, antérieurement à l'époque à laquelle est devenue vacante la chaire dont le titulaire est à nommer. A défaut de Sociétés médicales ou pharmaceutiques, le choix sera fait parmi les médecins et les pharmaciens établis dans la ville.

Quant à la proportion à établir entre les juges des corps enseignants et les juges du dehors, bien que quelques corporations médicales et quelques personnes en particulier aient demandé que cette proportion fût de la moitié, et même des deux tiers, en faveur des juges pris en dehors des Facultés et Ecoles, la Commission, s'étant rendu un compte exact des résultats des divers Jurys mixtes qui ont été formés pour la Faculté de Paris depuis plusieurs années, vous propose à l'unanimité de fixer cette proportion au tiers seulement, attendu qu'il est d'expérience que les juges-professeurs ne sont pas unanimes dans leur choix, et que si, par un motif quelconque, leur majorité faisait fausse route, la minorité trouverait infailliblement dans les juges de l'Académie le moyen de prévenir une erreur ou une faute. On peut même avancer avec certitude que, depuis que l'Académie royale de médecine concourt aux jugements, c'est elle qui a fait ou amené les nominations. A cette occasion, votre Commission émet le vœu formel que toujours, au moment de prononcer le jugement, les juges se trouvent en nombre impair, par l'adjonction immédiate d'un des suppléants, afin qu'en cas de partage des voix, le président du concours n'ait pas le désagrément de faire usage d'un suffrage prépondérant : ce qui a toujours quelque chose de désobligeant pour le candidat, qui se voit éliminé ainsi à découvert, puisque, dans le cas de partage égal des suf-

frages, le président est obligé de déclarer à haute voix pour quel candidat il a voté.

Pour la nomination dans les écoles vétérinaires, la Commission s'étant éclairée des lumières des vétérinaires qu'elle comptait parmi ses membres, et aussi des renseignements spéciaux qu'elle s'est procurés auprès de la section de médecine vétérinaire qui existe dans le congrès, votre Commission, dis-je, vous propose un Jury composé de huit membres, sous la présidence de l'inspecteur général de ces Ecoles; et, à son défaut, du directeur de l'Ecole où le concours aura lieu. Quatre de ces membres seraient choisis par le ministre, parmi les professeurs de l'Ecole vétérinaire et de la Faculté ou Ecole de médecine de la même ville. Les quatre autres membres seraient désignés par le sort, à Paris, sur une liste de quinze vétérinaires non professeurs, et pour les autres départements, sur une liste de dix, et ces listes seraient formées par MM. les préfets des départements respectifs, qui seraient invités à y faire entrer toutes les notabilités vétérinaires de ces départements et des corps en garnison dans la localité.

Une question grave s'est présentée ensuite à votre Commission, qui y a consacré toute son attention, et ne s'est prononcée qu'après une mûre délibération. Il s'agissait, en effet, de décider si les fonctions du professorat ne doivent avoir d'autre terme que celui de la vie même du professeur.

Fonctions des professeurs temporaires. — Messieurs, loin de l'esprit de votre Commission, loin du vôtre également, de prononcer durement le désobligeant *solve senes centum*. Les hommes savants qui ont mûri dans les veilles et les travaux de la science, et blanchi dans les fatigues du professorat, où beaucoup d'entre eux ont altéré leur santé, et qui, par une réputation justement méritée comme professeurs, comme juges dans les questions les plus ardues de la science, font l'honneur et la gloire de l'Ecole qui les possède à la tête de son enseignement; ces hommes, que tant de générations d'étudiants se sont heureusement accoutumées à environner de leurs respects, à écouter avec une juste confiance; ces hommes, disons-nous, une Faculté ne peut consentir sans peine, sans des regrets amers, à s'en voir privée. Il en est même dont l'autorité semble s'accroître avec les années. Qui de nous n'aime à recueillir les avis, les décisions des anciens professeurs de clinique, des vieux professeurs de médecine légale? Il n'y a, en quelque sorte, pas d'âge pour les titulaires de semblables chaires.

Cependant, Messieurs, personne ne peut se le dissimuler, avec les années on devient moins capable de supporter les fatigues de l'enseignement. On aimerait à prendre quelque repos, on se sent tout disposé à s'en donner au détriment des devoirs de la chaire qu'on occupe. Surtout il arrive un âge où les facultés les plus brillantes d'un professeur jettent moins d'éclat; où ce dernier ne se soutient plus à la hauteur à laquelle il s'était jadis placé, et où si longtemps il s'était maintenu; il arrive un âge où, si l'on y prêtait une oreille attentive, on entendrait sonner l'heure de la retraite.

Ce sont ces deux ordres de considérations contraires qui ont fait admettre par votre Commission, — en cela d'accord avec un grand nombre de Sociétés savantes qui ont répondu à votre programme, — que les fonctions du professorat public devront désormais être temporaires.

Mais quel terme fixer au professorat? Deux systèmes se trouvaient en présence, et des motifs plausibles semblaient pouvoir également les appuyer. — Fixer la durée absolue du professorat. — Etablir l'âge où le professorat cessera.

Adopterait-on une durée invariable, vingt, vingt-cinq ou trente ans? Mais la position des professeurs ne serait point égale pour tous, relativement à l'aptitude à remplir leurs fonctions jusqu'au terme fixé. S'il arrivait exceptionnellement qu'un médecin, qu'un pharmacien entrât fort jeune, à trente ans, par exemple, dans le professorat, il pourrait fort bien être très-capable encore de professer après trente ans d'exercice, à soixante ans d'âge. Mais s'il n'était avancé qu'à quarante-cinq ans, et à plus forte raison à cinquante, il resterait donc professeur jusqu'à soixante et dix ans, jusqu'à quatre-vingts, c'est-à-dire jusqu'au delà des forces et du possible des hommes les mieux partagés de la nature.

D'ailleurs, si l'un arrivait à trente ans et que l'autre n'arrivât qu'à quarante-cinq, soyez bien persuadés, Messieurs, qu'à l'âge de soixante ans le second, qui n'aura eu que quinze ans de professorat, sera aussi fatigué par les travaux de l'enseignement que le premier qui s'y sera livré pendant trente ans. Ce n'est donc pas dans la durée même du temps du professorat qu'il faut chercher la limite qu'il semble convenable de fixer à la carrière du professeur; mais bien dans l'âge même de ce dernier, à quelque époque qu'il soit parvenu à une chaire publique.

Ici, Messieurs, votre Commission, toute pénétrée qu'elle était de la justesse des considérations que j'ai eu l'honneur de vous présenter en son nom, sur l'aptitude réelle que conservent exceptionnellement quelques hommes favorisés de la nature, votre Commission, dis-je, s'appuyant sur l'opinion unanime de tous ceux qui ont répondu à la question, a arrêté qu'elle vous proposerait de fixer les limites de l'âge des professeurs à *soixante-cinq ans*.

Mais, Messieurs, en se privant à regret des services d'honorables professeurs, ne convient-il pas d'assurer à ceux-ci une position digne d'eux, digne de leurs services passés, digne de ceux qu'ils peuvent encore rendre?

Ici encore, il y a eu unanimité pour demander que les professeurs qui cesseront leurs fonctions à soixante-cinq ans jouiront de l'intégralité de leur traitement jusqu'à l'âge de soixante et dix ans, époque à laquelle ils feront valoir leurs droits à la retraite; qu'ils conservent le titre de professeurs honoraires des Facultés auxquelles ils appartiennent; qu'ils continuent à siéger dans les assemblées, à avoir voix délibérative dans toutes les affaires administratives et relatives au perfectionnement de l'enseignement, sans toutefois faire partie des jurys de concours ou d'examens.

Organe des vœux de tous les corps savants qui ont envoyé leur adhésion

écrite ou leurs représentants parmi vous, votre Commission forme ici le vœu que vous sollicitiez de l'administration supérieure, toutes les mesures qui pourront tendre à améliorer la condition de retraite des professeurs : — que l'époque, fixée par la retraite, soit abaissée de trente ans à vingt ans. En effet, Messieurs, dans les bureaux de l'administration, un jeune homme, à peine âgé de vingt ans, peut entrer dans la carrière des emplois, sans aucune préparation bien importante, et parcourant sans grande fatigue la modeste voie qui lui est tracée, parvenir avant soixante ans au terme fixé pour sa retraite, qui lui est liquidée au maximum. Mais, quand à trente-cinq ans, et plutôt encore à quarante, à quarante-cinq, un médecin deviendra professeur, que d'années de sa vie n'a-t-il pas dû consacrer aux plus sérieuses études, aux travaux les plus appliqués, que de dépenses n'a-t-il pas dû faire ? Et dans cet état des choses, lorsque pour lui arrivera l'âge des infirmités, ou, si l'on adopte la disposition que nous vous avons proposée précédemment, quand il devra descendre de sa chaire à soixante-cinq ans, les règlements administratifs ne lui assigneront-ils un traitement de retraite qu'autant qu'il aura trente ans de service ?

Il est donc de toute justice que le terme de la retraite soit abaissé à vingt ans, — que, quel qu'ait été le temps pendant lequel le professorat aura eu lieu, une retraite proportionnelle soit accordée, — que l'administration supérieure soit instantamment prise d'aviser au moyen d'élever le chiffre du traitement de retraite; ce à quoi on arriverait en partie par l'augmentation du montant de la retenue exercée sur les appointements au profit du fonds de retraite.

Avant de terminer sa mission relativement à ce qui concerne les professeurs, votre Commission, Messieurs, mettant à profit l'omnipotence dont vous l'avez investie, a formulé un vœu qu'elle m'a chargé de vous faire connaître, à savoir que, dans la loi intervenue sur la médecine et la pharmacie, il soit établi que les Facultés et les Ecoles de pharmacie déterminent chaque année la durée respective des divers cours qui se font dans leur sein.

Ecoles secondaires. — Passons aux *Ecoles préparatoires*. — Votre Commission, s'abstenant de reproduire les motifs qui ont déterminé son vote, vous propose d'arrêter en principe que les nominations se feront dans les *Ecoles préparatoires* de médecine par la voie du concours, ce qui aura pour avantage de rappeler dans leurs provinces, de fixer auprès de leurs familles, en leur fournissant un faible mais honorable commencement de position médicale, beaucoup de jeunes gens laborieux et instruits que l'envie de se produire, de se faire une position qui, si souvent, leur échappe cependant, retient à Paris, contre leurs premières intentions, contre le vœu de leur famille, contre leurs intérêts propres bien entendus.

Le concours est également le mode de nomination que nous vous proposons pour les *Ecoles préparatoires* de pharmacie.

Dans l'un comme dans l'autre cas, pour soustraire les juges et les con-

currents aux inconvénients graves des petites rivalités, des influences trop restreintes des localités, et uniquement dans ce but, il est à désirer que le concours ait lieu dans la Faculté de médecine ou l'Ecole spéciale de pharmacie dans le ressort de laquelle se trouvera placée l'Ecole préparatoire. Le jury sera composé, comme par le passé, de professeurs et d'agréés des dites Facultés de médecine et Ecoles spéciales de pharmacie.

Il nous reste à examiner une dernière question :

« L'institution actuelle des agrégés n'est-elle pas susceptible d'améliorations utiles ? »

Nous serons courts.

L'institution actuelle des agrégés doit être maintenue.

Parmi les jeunes gens d'instruction et de mérite, il n'est personne qui, plus tôt ou plus tard, ne devienne agrégé. Plus le temps marchera et plus il est certain que des corps des agrégés seuls suffiront les professeurs.

Les agrégés doivent être nommés par la voie des concours, conformément à ce qui a lieu dans l'état actuel des choses.

Il n'y a pas de motif suffisant pour changer le titre d'agréé en celui de professeur-suppléant. Les professeurs suppléants des autres Facultés sont nommés à vie, sont chargés d'un enseignement spécial, sans devenir de droit professeurs en remplacement des professeurs de certaines chaires, qui s'appellent professeurs titulaires. Mais la Commission émet le vœu que les agrégés obtiennent un traitement fixe, indépendamment de ce qui leur revient pour leurs droits de présence aux examens.

Un dernier vœu tout dans l'intérêt de l'institution des agrégés est qu'à la fin de chaque année scolaire, si, comme on semble disposé à l'établir, les élèves sont soumis à passer des examens qui fassent connaître s'ils ont étudié les matières de l'enseignement, et s'ils sont instruits, les agrégés soient chargés de cet examen. Il y aura une question subsidiaire à examiner, savoir : s'il convient ou non que la présidence soit décernée à un professeur.

Tel est, Messieurs, le rapport que votre Commission m'a chargé de vous présenter sur la série de questions que vous aviez renvoyées à son examen. Voici le résumé des opinions auxquelles elle s'est arrêtée à l'unanimité, et qu'elle vous propose de sanctionner par votre vœu.

Voici les conclusions de la Commission :

1^o La nomination des professeurs dans les Facultés de médecine, les Ecoles spéciales de pharmacie et les Ecoles vétérinaires, aura lieu par la voie du concours public.

2^o Le Jury pour les Facultés et pour les Ecoles de pharmacie sera composé, à Paris, de professeurs et de membres de l'Académie royale de médecine, ceux-ci y entrant dans la proportion d'un tiers; les uns et les autres étant pris dans des séries déterminées à l'avance d'une manière invariable.

3^o Pour les Facultés et les Ecoles spéciales du reste du royaume, le Jury sera composé dans la même proportion de membres de ce corps enseignant.

et de juges choisis au scrutin secret par les Facultés et les Ecoles entières parmi les membres des Sociétés de médecine et de pharmacie reconnues et préexistantes, et à défaut de ces Sociétés, parmi les médecins et parmi les pharmaciens établis dans la ville.

4^o Pour les Ecoles vétérinaires, le Jury se composera de quatre professeurs de l'Ecole vétérinaire et de l'Ecole de médecine, et de quatre juges tirés au sort sur une liste dressée par le préfet, parmi les vétérinaires non professeurs et de dix pour les départements.

5^o Les fonctions des professeurs seront désormais temporaires, et cesseront à l'âge de soixante-cinq ans. — Les professeurs seront nommés professeurs honoraires et participeront aux conseils, délibérations et travaux administratifs des Facultés et Ecoles spéciales.

Ils jouiront de l'intégralité de leur traitement jusqu'à l'âge de soixante et dix ans, époque à laquelle ils feront valoir leurs droits à la retraite.

Il sera demandé que les limites pour la retraite soient abaissées de trente ans à vingt ans.

6^o Dans les Ecoles préparatoires, la nomination des professeurs aura lieu par la voie du concours, devant un Jury composé de professeurs et d'agregés des Facultés de médecine et des Ecoles de pharmacie dont les Ecoles secondaires relèvent.

7^o L'institution des agrégés doit être maintenue telle qu'elle existe en ce moment.

8^o Il n'y a pas de motif pour changer la dénomination qu'ils portent.

9^o La nomination des agrégés continuera à avoir lieu par le concours, conformément aux dispositions en vigueur.

10^o Il sera demandé que les agrégés jouissent à l'avenir d'un traitement fixe, outre leurs droits de présence aux examens.

11^o S'il est arrêté qu'il y aura des examens à la fin de chaque année, il sera demandé que les agrégés composent le Jury d'examen sous la présidence d'un professeur.

La discussion s'ouvre sur la première conclusion.

1^o La nomination des professeurs dans les Facultés de médecine, les Ecoles spéciales de pharmacie et les Ecoles vétérinaires, aura lieu par le concours public.

M. Tournié, de Besançon. On a inexactement reproduit les opinions de la Société de médecine de Besançon, et non pas seulement sur cette question. Une fois ceci posé, l'orateur entre dans la discussion de la proposition actuelle. Il admet que nul ne doit être nommé professeur s'il n'a fait des preuves de mérite; mais il combat l'opinion du rapporteur, en ce sens que s'il est convenable de tenir compte d'un concours préalable, par exemple, il est possible cependant que quelques hommes de talent se trouvent éloignés forcément du concours par des circonstances indépendantes de leur volonté. Il voudrait que les nominations eussent lieu par un mode combiné. Il voudrait que l'on pût choisir parmi les professeurs particuliers; de plus, que

pour les hommes qui n'occupent pas ces degrés inférieurs de l'enseignement, il y eût une agrégation d'hommes choisis dans laquelle on pourrait puiser des professeurs. Il faudrait que, d'après certaines proportions, on choisît dans chaque classe un certain nombre de professeurs. Par exemple, sur dix places vacantes, on devrait être forcé de prendre un nombre parmi les professeurs particuliers, un autre nombre parmi les hommes ayant des titres scientifiques autres que le professorat; les listes de présentation seraient formées par l'Académie, la Faculté, etc.

M. le rapporteur fait observer que l'on tient actuellement compte de tous les titres antérieurs, ouvrages, cours, concours, etc. Le principe existe, mais le rapport demande de plus le concours.

M. *Burguet*, de Bordeaux, au nom de la Société de médecine de Bordeaux, combat le concours, qui a l'inconvénient de n'admettre que des jeunes gens rompus à l'exercice des concours. L'expérience et l'âge, si nécessaires au professorat, leur manquent. Le concours subit de grandes influences, celle de la presse, par exemple, et la presse peut empêcher quelques juges d'être équitables. Le concours éloigne ceux qui ont l'âge et l'expérience. Bichat et Broussais n'eussent pas exposé leur réputation dans les chances d'un concours. La difficulté principale est dans la composition du Jury. Les juges sont des hommes comme les autres, ils peuvent être influencés. D'après toutes ces raisons, la Société de Bordeaux demande l'abolition du concours pour les places supérieures. Pour les places inférieures, le concours est bon : il développe l'émulation et force les concurrents à faire des études sérieuses. L'orateur rapporte que dans les temps anciens, des Facultés étaient célèbres, qui ne sont plus rien depuis l'institution du concours. Ce qu'il faudrait, c'est l'élection directe par les corps enseignants.

M. *Delasiauve* croit que la question est jugée en faveur du concours. Parmi les hommes arrivés par le concours à Paris, il en est qui sont des plus savants et des plus distingués. On ne se plaint généralement que d'une chose, c'est que ce n'est pas toujours le plus digne qui est nommé; mais cette raison ne doit pas le faire rejeter.

M. *Soubertie* fait observer qu'il y a plus de soixante ans, frère Côme avait déjà proposé le concours pour les places de chirurgien de l'Hôtel-Dieu, auxquelles on était nommé par ancienneté; mais cela avait le désavantage d'écarter souvent des hommes de jeunesse, de talent et d'avenir. (Les paroles du doyen de la chirurgie française sont accueillies par de vifs applaudissements, et M. le président le remercie, au nom du Congrès, d'avoir bien voulu lui apporter le fruit de sa longue expérience.)

M. *Hamont*, au nom de la Société de médecine vétérinaire et comparée, approuve complètement la première conclusion; mais il pense qu'il y a lieu de faire quelques observations. On a signalé des inconvénients au concours, mais on n'a pas indiqué le moyen d'éviter ces inconvénients. Le concours

donne l'avantage aux jeunes gens qui n'ont pas d'expérience. Nous proposons de déclarer que les titres antérieurs seront pris en large considération, et que quatre ans d'exercice, au moins, seront exigés pour être admis au professorat dans la médecine vétérinaire.

M. Lavergne propose de compter pour beaucoup les titres antérieurs, de les mettre sur la même ligne que les épreuves du concours même. Il voudrait que l'on étendit à toutes les Facultés les quatre années d'exercice qu'exige M. Hamont.

M. Combes, de Toulouse, délégué de l'arrondissement de Castres. On vient de proposer le concours d'une manière trop absolue. Le concours est une conquête de nos institutions libérales. Mais, tel qu'il est, fait-il arriver les plus dignes au sommet de la hiérarchie médicale? Non. Il faut que le professeur soit fort en théorie et en pratique. Or, le concours favorise la jeunesse, les connaissances théoriques seulement. On favorisera le triomphe de la pratique en tenant grand compte des titres antérieurs. Établissez le concours pour tous les degrés de la hiérarchie médicale, et non pas seulement pour les degrés inférieurs, et vous aurez levé une des difficultés. Mais de plus, nous demandons que, comme dans l'armée, il y ait des places données à l'ancienneté, les professeurs ainsi nommés étant choisis parmi les agrégés nommés au concours.

Puis, il peut y avoir des circonstances où le gouvernement doit pouvoir nommer certains hommes à certaines chaires spéciales : Esquirol, par exemple, eût mérité d'être nommé à une chaire d'aliénation mentale, et sa nomination n'eût trouvé que des approbateurs. Nous proposons donc l'élection au concours pour les degrés inférieurs, l'élection au choix dans les degrés supérieurs.

M. Desvignes est opposé au concours. Il cite Broussais, Breschet, qui n'eussent pas affronté le concours, ou qui eussent échoué si l'on n'eût pas obéi au vœu général, en ne tenant pas seulement compte des épreuves actuelles.

M. Ricord pense que la question ne doit pas être prise d'une manière absolue. Mais que l'autorité croira devoir créer une chaire pour une science spéciale, pour une branche des connaissances médicales, il serait fâcheux qu'un médecin instruit et muni d'une longue expérience fût obligé de descendre dans l'arène pour se mesurer avec ses élèves d'hier. Puis, qu'arrivera-t-il quelquefois? C'est que par une des mille chances du concours, cet homme instruit, au fait de la réputation, peut échouer, et alors il est perdu : tous les incidents qui disparaissent si, toutes les fois que l'autorité crée une chaire, elle peut faire la première nomination. Il serait encore possible de faire cette nomination à une seule chaire, par une réunion générale des médecins de la ville où elle serait créée. Une élection faite par une réunion générale de médecins ne serait pas plus difficile que celle d'un député.

Le secrétaire général donne lecture de plusieurs amendements de MM. Favrot et Dubail, qui ne sont point appuyés.

L'article de la Commission est mis aux voix et adopté.

L'amendement proposé par M. Ricord est ainsi conçu :

« Le concours tel qu'il est pour les chaires établies ; l'élection par le plus grand nombre pour les chaires nouvelles, ou le concours entre des candidats déjà désignés par une élection préalable. »

L'amendement de M. Ricord est mis aux voix et rejeté.

M. Combes propose l'amendement suivant, qui est également rejeté :

« Il propose le concours pour tous les degrés inférieurs de la hiérarchie médicale, y compris les agrégés et les professeurs des Ecoles préparatoires ; mais on conservera la nomination directe pour les chaires des Facultés qui existent déjà ou que l'on voudrait créer à l'un de ces établissements. »

M. Boudet présente l'amendement suivant, qui est appuyé par la Commission :

« Les professeurs de pharmacie, soit dans les Ecoles spéciales, soit dans les Ecoles préparatoires, seront nommés par la voie du concours, mais seulement parmi les praticiens qui auront cinq ans d'exercice soit comme pharmaciens des hôpitaux, soit comme pharmaciens ayant officine ouverte. »

M. Boudet soutient son amendement. La pharmacie ne peut être enseignée que par des praticiens. Il faut donc qu'il y ait des professeurs titulaires pour les pharmaciens ; mais des professeurs praticiens, et où auraient-ils eu la pratique si ce n'est dans les officines ou les hôpitaux ?

M. Leroux, de Rennes, pense que l'on doit rayer ces mots : cinq années d'exercice comme pharmaciens ayant une officine, car la fortune de certains hommes ne leur permettra pas de remplir cette condition.

M. Abbadie conçoit les scrupules de M. Leroux. Mais, dit-il, depuis le vote d'hier, qui a décidé que les élèves n'auraient que quatre ans de pharmacie et deux ans d'inscription, la question a changé. Quatre ans d'exercice dans une officine de province ne suffiront pas pour l'instruction des élèves. Je vote pour l'amendement de M. Boudet.

M. Serres propose ces mots : Cinq ans de diplôme.

L'amendement ainsi modifié est adopté.

L'amendement de M. Hamont est mis aux voix et adopté. Le vote :

« Pour la médecine vétérinaire : condition d'admission à la candidature pour le professorat ; quatre années d'exercice ; une part très-large aux titres scientifiques. »

La discussion s'ouvre sur la deuxième conclusion.

2° Le Jury pour les Facultés et pour les Ecoles de pharmacie sera composé, à Paris, de professeurs et de membres de l'Académie royale de médecine, ceux-ci y entrant dans la proportion d'un tiers ; les uns et les autres étant pris dans des séries déterminées à l'avance d'une manière invariable.

M. Delasiauve propose de composer autrement le Jury. Il voudrait que l'on prit partie dans l'Ecole, partie dans les médecins des hôpitaux, dans

l'Académie de médecine et dans les praticiens de la ville. Si les membres de l'Académie de médecine sont choisis dans des séries déterminées à l'avance, des influences étrangères peuvent agir sur eux.

M. le rapporteur défend la rédaction de la Commission.

Lecture est donnée d'un grand nombre d'amendements qui ne sont point appuyés.

M. Thirial demande l'adjonction de membres de la Faculté des sciences pour quelques chaires de chimie et de physique, par exemple.

M. Gaultier de Claubry dit que ceci ne constitue qu'une omission involontaire qui sera réparée.

M. Delasiauve propose l'amendement suivant, qui est mis aux voix et adopté :

« Qu'un certain nombre de médecins pris parmi les praticiens de la ville soient adjoints au Jury pour la nomination des professeurs. »

M. Gaultier demande que le nombre des médecins ainsi adjoints soit égal à celui des membres de l'Académie. (Adopté.)

M. Rigal fait observer qu'il serait peu convenable qu'un docteur reçu de la veille fût admis à juger un de ses professeurs. Il faudrait fixer un âge au-dessous duquel on ne pût faire partie de ces Jurys; il faudrait cinq ans d'exercice. (Appuyé.)

L'amendement est mis aux voix et adopté.

La discussion s'ouvre sur la troisième conclusion.

3^e Pour les Facultés de médecine et les Ecoles spéciales de pharmacie du reste du royaume, le Jury sera composé, dans la même proportion, de membres de ces corps enseignants et de juges choisis au scrutin secret et par des juges choisis au scrutin secret par les Facultés et les Ecoles entières, parmi les membres de Sociétés de médecine et de pharmacie reconnues et préexistantes, et, à défaut de ces Sociétés, parmi les médecins et les pharmaciens établis dans la ville.

M. le rapporteur fait observer que l'article précédemment adopté doit entraîner une modification de cette conclusion, modification qui sera faite.

Il demande que l'on spécifie dans l'article: que le Jury sera nécessairement en nombre impair, pour éviter le double vote du président.

Cet amendement est adopté.

La discussion s'ouvre sur la quatrième conclusion.

4^e Pour les écoles vétérinaires, le Jury se composera de quatre professeurs de l'Ecole vétérinaire et de l'Ecole de médecine, et de quatre juges tirés au sort sur une liste dressée par le préfet, parmi les vétérinaires non professeurs.

M. Leblanc propose que les vétérinaires nommés par le préfet aient au moins cinq ans de pratique.

L'article et l'amendement sont adoptés.

Cinquième conclusion. — Les fonctions de professeurs seront désormais temporaires, et cesseront à l'âge de soixante-cinq ans. A cet âge, les profes-

seurs seront nommés honoraires, et participeront aux conseils, délibérations, travaux administratifs des Facultés et Ecoles secondaires, sans prendre part aux concours et aux examens. Ils jouiront de l'intégralité de leur traitement jusqu'à l'âge de soixante et dix ans, époque à laquelle ils feront valoir leurs droits à la retraite. Il sera demandé que les limites pour la retraite soient abaissées de trente à vingt ans.

M. Forget, de Strasbourg, croit que le principe doit admettre quelques exceptions. Dans l'armée, à certain âge, les officiers ont droit à la retraite, mais l'autorité peut prolonger de quelques années la carrière des officiers. Il voudrait que l'autorité eût le droit de prolonger les fonctions professorales à soixante et dix ans.

M. le rapporteur fait observer que cette circonstance est prévue par les règlements; M. Forget retire sa proposition.

M. Magne demande que les professeurs honoraires soient admis à être juges des concours malgré leur retraite.

M. le rapporteur dit, au nom de la Commission, adhérer à l'amendement, qui est adopté. L'article de la Commission sera modifié en ce sens.

L'amendement de M. Forget est mis aux voix et rejeté.

Sixième conclusion. — Dans les Ecoles secondaires, la nomination des professeurs aura lieu par voie de concours devant un Jury composé de professeurs et d'agréés des Facultés de médecine et des Ecoles de pharmacie, dont les Ecoles secondaires relèvent.

M. Barnette. A quel titre veut-on faire relever les Ecoles secondaires des Facultés? Nous voulons nous en dissocier. C'est un véritable servage dont on doit nous affranchir. Les Facultés ne doivent pas absorber et en quelque sorte chercher à dévorer les Ecoles secondaires.

M. Tournier pense que le concours doit avoir lieu en dehors de l'endroit où existe l'Ecole secondaire. Il doit avoir lieu devant une des trois Facultés, celle qui sera la plus proche. Quant au concours en lui-même, il ne sera profitable pour les Ecoles secondaires que lorsqu'on aura amélioré la situation de ces écoles.

M. Provost, délégué de l'Ecole de Rennes, voudrait que le concours fût élargi. Les professeurs des Ecoles secondaires devraient être élus par les professeurs de l'Ecole, plus un nombre égal de praticiens de la ville ayant cinq années d'exercice.

Un amendement de M. Huneau, ainsi conçu, est mis aux voix et adopté :

« Appliquer purement et simplement aux Ecoles secondaires de médecine tous les principes et le mécanisme admis pour les concours du professorat dans les Facultés. »

D'après la proposition de M. Moure, de Bordeaux, on ajoute à cet article le suivant :

« Ainsi, les nominations auront lieu par des juges pris, un tiers parmi les membres des Sociétés ou Académies de médecine existant dans la ville,

et un tiers parmi les praticiens de cette même ville, après cinq années d'exercice. »

Septième conclusion. — L'institution des agrégés doit être maintenue telle qu'elle existe en ce moment.

M. Maisonnabe propose un amendement qui consisterait à affecter un agrégé à chacune des chaires existant dans les Facultés, sans que le choix de l'agrégé remplaçant un professeur absent soit attribué au doyen, et donne quelques explications sur l'état actuel des agrégés. (Rejeté.)

M. Delasiauve. La question qui s'agit présentement est capitale. Il s'agit de fixer le sort des agrégés. Le premier, j'ai proposé de leur affecter des appointements fixes et plus considérables. Mais il faut aussi leur attribuer des fonctions actives qui leur donnent une influence directe sur l'instruction des élèves.

Un amendement rédigé dans ce sens est mis aux voix et adopté à l'unanimité après une vive discussion, à laquelle prennent part plusieurs membres dont les noms ne nous parviennent pas.

Huitième conclusion. — S'il est arrêté qu'il y aura des examens à la fin de chaque année, il sera demandé que les agrégés composent le Jury d'examen sous la présidence d'un professeur.

Renvoyé, sur la proposition de M. Malgaigne, à la Commission des examens. Séance levée à six heures.

SÉANCE DU 11 NOVEMBRE 1845.

Présidence de M. SEARÉ.

Section de Pharmacie. — Rapport fait à la séance générale du Congrès médical le 11 novembre 1845, au nom de la Commission mixte n° 10, par M. Garnier (Alphonse), pharmacien, délégué de la Société de prévoyance des pharmaciens, du département de la Seine.

Messieurs,

Organe de la Commission mixte n° 10, qui doit vous rendre compte de l'état actuel de la législation en ce qui concerne l'exercice et la police des professions médicales, et chargé de vous proposer les changements dont cette législation peut être susceptible, je suis véritablement effrayé de la tâche qui m'a été imposée par la trop grande confiance de mes collègues.

Vous comprenez en effet, Messieurs, que pour traiter un pareil sujet, il faudrait s'y être préparé de longue main par de sérieuses études, être bien pénétré de l'esprit qui a présidé à la rédaction de ces lois, être familier avec leur texte, et surtout connaître à fond la jurisprudence qui s'est établie quant à leur application.

Toutes ces qualités, Messieurs, manquent essentiellement à votre rapporteur; et, s'il n'avait compté sur votre extrême indulgence, s'il n'avait été econdé par les lumières et l'active coopération des honorables collègues

auxquels vous l'avez associé, il eût assurément décliné le périlleux honneur qui l'appelle devant vous.

Deux ordres de questions sont posées par le programme :

1° Celles qui se rapportent particulièrement et exclusivement à l'exercice ou de la médecine ou de la pharmacie ;

2° Celles qui sont connexes, c'est-à-dire qui sont communes à ces deux branches de l'art de guérir.

DES ABUS ET DÉLITS dans l'exercice des professions médicales. — Et d'abord notre Commission a dû s'interroger sur le sens et la portée qu'il convenait d'attribuer aux mots : abus et délits.

Que doit-on entendre par abus ?

Un abus, de la part des hommes exerçant l'art de guérir, c'est, si je ne me trompe, l'usage mauvais, excessif, du droit que confère le titre dont ils sont revêtus, mais qui pourtant ne peut tomber sous le coup de la loi pénale.

Que doit-on entendre par délit ?

C'est une véritable infraction à la loi, qui devient passible des peines qu'elle prononce.

Cette distinction étant admise, ma tâche sera moins difficile, et nous pourrions mieux résoudre la question.

Messieurs, si l'honneur, la probité, la délicatesse, doivent être la règle de toutes nos actions dans la vie, à toutes ces qualités de l'homme de bien doivent s'ajouter encore, chez ceux qui se vouent aux professions médicales, la discrétion, le désintéressement, la dignité.

Telles étaient les inspirations sous lesquelles était placée votre Commission lorsqu'elle a examiné l'importante et délicate question qui lui était posée.

Les sérieuses et profondes investigations auxquelles elle s'est livrée n'ont que trop mis à jour cette vérité de tous les temps, c'est que, si les bienfaits d'une solide instruction, et surtout la culture des sciences, ont pour effet d'élever l'âme de l'homme et d'y développer parfois les plus nobles vertus, il ne leur est pas donné pourtant d'en extirper complètement les passions et les vices.

Il ne faut donc pas s'étonner si de nombreux et graves abus ont été dévoilés ; on devait s'y attendre.

Mais nous aimons à le proclamer :

Quand on a le courage de s'interroger ainsi soi-même, et d'avouer ses propres erreurs, c'est un heureux symptôme, et, j'ose le dire, un commencement de réparation.

Vous n'attendez pas, Messieurs, que je déroule devant vous le triste tableau de nos infirmités professionnelles. Il est inutile de découvrir les plaies quand on n'a pas sous la main le remède qui peut les guérir.

Mais ce que je suis heureux de vous dire, c'est que votre Commission a été unanime pour les déplorer ; c'est qu'elle a été unanime pour reconnai-

tre l'indispensable nécessité qu'il soit établi, pour chaque profession en particulier, une institution quelconque qui ait mission d'en connaître et pouvoir de les réprimer.

Et comme la question des Conseils de discipline a été posée pour la médecine et pour la pharmacie, elle a été d'avis aussi que les moyens à l'aide desquels ces abus pourraient être efficacement combattus rentraient exclusivement dans les attributions de ces Conseils.

En ce qui touche les délits, nous constatons d'abord que la loi du 19 ventôse an XI, relative à l'exercice de la médecine, n'en a prévu aucun qui soit applicable aux membres du corps médical, à raison de leurs fonctions, et que par conséquent, elle n'a prononcé aucune peine.

Ce silence de la loi de ventôse ne saurait être le résultat d'une omission. Tout démontre, au contraire, que le législateur a voulu laisser dans le droit commun tous les actes répréhensibles qui pourraient se produire dans l'exercice de la médecine.

Quoi qu'il en soit, cette absence de pénalités distinctes est regrettable à plus d'un titre; il serait bon, il serait moral, oserons-nous dire, que les membres des professions médicales pussent toujours lire à côté des articles de la loi qui stipulent leurs droits et qui doivent les protéger, les sévérités toutes prêtes à atteindre ceux d'entre eux qui auraient le malheur de les enfreindre en manquant aux devoirs essentiels de leur profession.

Quant aux faits qui seraient de nature à prendre rang parmi les délits, la Commission a pensé qu'ils devraient toujours avoir un caractère de gravité tel, qu'ils excédassent évidemment la compétence de ces tribunaux de famille, dont, en principe, elle a reconnu la haute utilité.

Ainsi, la Commission n'hésiterait pas à classer parmi les délits les manœuvres de ces médecins ambulants qui, courant de ville en ville, font annoncer leur arrivée par les journaux, par des affiches, par des écrits imprimés, dans lesquels ils rabaissent le savoir et la capacité des médecins de ces localités, et se posent avec impudeur comme seuls capables de guérir les maladies les plus graves, et même celles qui, de tout temps, ont résisté à tous les moyens, à toutes les ressources de l'art.

Ne se rendent-ils pas coupables d'un véritable délit, ceux aussi qui, sciemment, appliquent des appareils inutiles dans l'intention de multiplier leurs visites, et pour faire accroire qu'ils ont opéré des cures merveilleuses?

Ces faits pourraient assurément être appuyés d'un grand nombre d'autres encore; mais ils suffisent à eux seuls pour démontrer la nécessité d'introduire dans la loi nouvelle quelques dispositions pénales particulières, qui auront pour effet d'obliger tous les membres de la profession qui tenteraient de s'en affranchir, au respect de leur propre caractère, au respect du corps honorable dont ils font partie.

DE L'ANNONCE. — L'Annonce, il faut le reconnaître, est devenue depuis vingt-cinq ans un des plus puissants ressorts du commerce et de l'industrie;

pour assurer la vente de leurs produits et pour agrandir le cercle de leurs opérations.

Ce moyen de se faire connaître du public, quand il ne s'agit que d'affaires commerciales, est parfaitement licite; il établit une concurrence active, nécessaire, qui tourne en définitive au profit des acheteurs.

En est-il de même de la publicité médicale? et serait-il aussi facile d'établir et de justifier de sa convenance, de son utilité et de ses bons effets? Nul ne le pense parmi vous. Mais ce qui est avéré, incontestable, c'est que depuis longues années déjà, elle a pris un développement extraordinaire; c'est que ni l'une ni l'autre de nos professions n'est demeurée étrangère à son emploi.

Qui de vous, en effet, n'a cent fois éprouvé un sentiment pénible à la lecture de ces annonces de toutes sortes de remèdes, qui se reproduisent chaque jour, avec une incessante opiniâtreté, à la dernière page de nos journaux?

Qui de vous ne s'est pas indigné, en voyant les murs de nos cités continuellement envahis par les affiches scandaleuses de ces cabinets de prétendues consultations gratuites où se pressent d'accourir les classes ouvrières, attirées qu'elles y sont par l'appât de l'économie, et la garantie promise d'un traitement facile, secret et toujours infallible?

Que vous dire de tous ces prospectus mensongers qui sont distribués avec profusion sur la voie publique, et qu'on vous met presque forcément dans les mains?

De ces brochures, enfin, toutes remplies de certificats, de lettres, d'attestations, établissant des cures miraculeuses, qui viennent nous assaillir jusque dans nos demeures, et qui ne sont autre chose que l'apologie intéressée de certaines méthodes curatives?

N'est-ce pas là, Messieurs, le plus étrange des spectacles, et n'est-il pas de nature à faire douter des bienfaits que la société doit attendre de l'exercice des professions médicales?

C'est donc une question grave que cette question des annonces, et j'ose ajouter une question délicate et difficile, car elle s'attache à certains égards aux droits du citoyen; elle se lie étroitement aussi à la question de nos privilèges professionnels; enfin, elle intéresse au plus haut degré la morale publique, la santé et la vie des populations. Sous tous ces rapports elle devait exciter toute la sollicitude et fixer toute l'attention de la Commission.

Examinons donc si ce recours à la publicité doit être reconnu comme un droit; examinons si l'emploi qu'on a fait jusqu'à présent de ce moyen est licite, ou s'il n'est autre chose qu'un véritable abus qui doit disparaître et demeurer tout à fait interdit.

La liberté du citoyen consiste, aux termes de la loi politique, dans le droit de publier ses idées, ses vues, ses opinions sur toutes les questions qui touchent aux intérêts du pays, pourvu que, ni par ses paroles, ni par ses

écrits, il ne manque au respect dû à la constitution, aux lois, à la morale publique.

Maintenant, nous posons cette question :

Les annonces, telles que nous les connaissons, sont-elles un usage régulier, licite, du droit dont nous venons de parler, ou bien n'en sont-elles pas l'usage le plus abusif qu'il soit donné d'en faire ?

Dans ce dernier cas, quelle atteinte sera donc portée aux droits du citoyen, aux droits de l'homme de l'art, aux droits du commerce et de l'industrie, si les annonces sont prohibées ?

Les droits du citoyen ? Mais ils ne peuvent s'étendre jusqu'à blesser la morale et la pudeur publiques.

Les droits de l'homme de l'art ? Mais ils ne peuvent aller jusqu'à compromettre la vie des hommes. La liberté du commerce et de l'industrie ! Mais une industrie dangereuse et coupable peut-elle donc jamais invoquer la protection de la loi ?

— D'un autre côté,

La société n'a-t-elle pas aussi ses droits ? N'a-t-elle pas celui de se défendre contre les dangers qui la menacent, contre tout ce qui peut lui causer un préjudice ? Ne doit-elle pas, en un mot, protéger et mettre à couvert tout ce qu'elle a de plus cher, sa santé et sa vie ?

Et puis, si la société, dans son propre intérêt et sous de certaines conditions, a cru devoir accorder aux professions médicales certaines prérogatives, certains privilèges, n'a-t-elle pas incontestablement le droit, si on en abuse, de se garantir en ajoutant de nouvelles obligations aux obligations précédemment imposées ? Ne peut-elle pas apporter telles restrictions qu'elle juge nécessaires aux privilèges qu'elle avait primitivement concédés ? Il y a plus ; n'est-ce pas un devoir pour elle de le faire, quand ces restrictions doivent, comme dans la circonstance actuelle, tourner à son propre avantage ? Enfin, doit-elle hésiter un seul moment, quand il y va de l'intérêt, de la considération, de la dignité du corps médical tout entier ?

Dans ce peu de mots, nous pensons avoir suffisamment établi que ni les droits du citoyen, ni ceux de l'homme de l'art, ni même ceux du commerce et de l'industrie ne seront lésés par la suppression des annonces ; quand, au contraire, la société trouvera dans cette mesure les plus précieuses garanties.

Il vous reste désormais à démontrer que cette proposition est dans le véritable intérêt de nos professions, et que son exécution peut seule mettre un terme à l'état d'anarchie qui règne dans leur exercice, en y rétablissant le bon ordre et l'harmonie.

En effet, Messieurs, si les professions médicales ont été investies du plus noble privilège, celui de veiller à la conservation de la santé et de la vie des hommes, l'expérience de plusieurs siècles a démontré que les nombreuses et vastes connaissances qu'exigerait l'exercice de toutes les parties de l'art de guérir, par une seule et même personne, dépasseraient la por-

lées des meilleures intelligences. Il a été reconnu que les garanties de la société seraient d'autant mieux assurées que la responsabilité, au lieu de peser sur un seul, se trouverait partagée.

De là, cette ligne salubre de démarcation entre les droits du médecin et du pharmacien; de là ce partage d'attributions qui peut se résumer par ces mots : *Au médecin seul, la prescription des médicaments; au pharmacien seul, leur préparation.*

En d'autres termes : *Au médecin, il est interdit de préparer et de fournir des médicaments; il est interdit au pharmacien d'en prescrire.*

Voilà, Messieurs, le Code de nos droits et de nos devoirs les uns envers les autres.

Ceci posé, la prescription des médicaments étant le privilège du médecin, n'est-ce pas un véritable empiètement de la part du pharmacien, n'est-ce pas un *exercice illégal de la médecine*, lorsque par des annonces, des affiches et des prospectus, indiquant les propriétés et l'emploi de certains médicaments, il s'adresse directement au public, pour lui en recommander l'usage? D'un autre côté, le pharmacien ayant seul le privilège de préparer, vendre et débiter les médicaments, le médecin, à son tour, n'empiète-t-il pas sur ses droits, ne se rend-il pas coupable d'*exercice illégal de la pharmacie*, lorsqu'il prépare et livre à ses malades des médicaments qu'il doit seulement prescrire?

De là ces jalousies, ces récriminations, qu'il est toujours regrettable de voir s'élever entre deux professions qui devraient, au contraire, se prêter constamment un mutuel appui.

Il convient donc de faire rentrer chacune d'elles dans les limites de son droit, dans la pratique de ses devoirs.

Il le faut, au nom de leur commun intérêt; car la considération et la dignité sont le plus beau patrimoine d'une classe de citoyens.

Il le faut; car vous voudrez répondre, par votre unanime assentiment, à cet immense cri de réprobation que le corps médical français tout entier a fait retentir jusqu'à nous.

Il le faut, parce que la pudeur et la morale n'ont été que trop affligées par cette continuelle orgie du charlatanisme; et que, sous aucun motif, vous ne voudriez encourir le reproche de solidarité.

Il le faut, enfin, dans l'intérêt de la santé publique, dont le dépôt est remis à votre garde, et que vous devez préserver.

Par ces motifs, et par toutes les considérations qui précèdent, votre Commission, à l'unanimité, propose qu'il soit interdit aux médecins et pharmaciens, sous les peines de la loi, d'annoncer par la voie des journaux, affiches, prospectus, brochures ou autrement, aucun traitement spécial de maladie, aucuns remèdes ou médicaments.

DES SPÉCIALITÉS. — Nous pensons avoir démontré que les annonces médicales ayant pour but la vente de certains remèdes ou médicaments, doivent

être absolument interdites, et que cette interdiction doit également s'appliquer même aux préparations du Codex.

Il est dès lors superflu de vous entretenir longuement de ces médicaments qu'on est convenu d'appeler *spéciaux*.

En général, ce sont des préparations du Codex que quelques pharmaciens se sont en quelque sorte appropriées, en y attachant leur nom, et dont ils se sont fait, à force d'annonces et de prospectus, une *spécialité*, une *sorte de monopole*, au grand détriment de tous les autres pharmaciens.

Mais comme ces préparations, au lieu d'être identiques avec les préparations du Codex, n'ont assez souvent avec elles d'autre ressemblance que le nom, et que mainte fois cette fraude a été démontrée, il en résulte qu'on peut presque toujours les considérer comme de véritables remèdes secrets; de nombreuses condamnations sont là qui démontrent l'exactitude de cette assertion.

Quoi qu'il en soit, ces préparations ne sauraient prétendre à une exception, et leur annonce ne peut pas plus être tolérée que celle des autres médicaments.

DES REMÈDES SECRETS. — De tous les abus qui devaient se produire dans l'exercice des professions médicales, l'un des plus graves assurément est celui de l'annonce et de la vente des remèdes secrets. Aussi le législateur a-t-il pris soin de les interdire de la manière la plus formelle et la plus absolue dans les articles 32 et 36 de la loi de germinal.

Néanmoins, et malgré la sévérité des peines prononcées contre cette espèce de délit, la répression en a toujours été très-incomplète et très-difficile.

En effet, l'article 32 de la loi de germinal s'exprime ainsi :

« Les pharmaciens ne pourront vendre aucun remède secret. »

Mais, cet article ne portant aucune sanction pénale, les tribunaux ont fréquemment reculé à réprimer ce délit par l'application d'aucune pénalité, en vertu de cet axiome de droit : « qu'il n'y a pas de peine applicable là où la loi n'en a pas attaché. »

Il en est résulté, pendant longues années, que si le délit d'annonce, qui n'est qu'un fait préparatoire de la vente, pouvait être réprimé par application de la loi du 29 pluviôse an XIII, qui porte une amende de 25 à 600 francs et, en cas de récidive, un emprisonnement de trois à six jours, le délit de vente, c'est-à-dire le délit principal, échappait à toute action répressive, quand il n'était pas accompagné de celui d'annonce.

Mais comme cette impuissance de la loi, vis-à-vis d'un délit aussi grave et formellement prévu dans son texte, était un fait extrêmement fâcheux, la Cour de cassation, examinant de plus près l'ensemble de la législation relative aux remèdes secrets, et combinant, avec les articles 32 et 36 de la loi de germinal, l'article 1^{er} du décret du 25 prairial an XIII et celui du 18 août 1810, proclama par son arrêt du 16 décembre 1836, que « les fait

« de distribution et vente d'un remède secret sont passibles des peines que « la loi a portées contre l'annonce de ces mêmes remèdes. »

Ce n'est donc qu'à dater de cet arrêt que la répression du délit de vente est devenue possible et que le double vœu de la loi a pu être rempli.

Mais si les tribunaux, à raison des vices de la loi, ont été si divisés quant à l'application des peines, leur incertitude n'a pas été moindre relativement à la question de savoir si tel ou tel médicament devait être considéré comme un remède secret.

Aussi l'on peut dire que la jurisprudence a été tout aussi lente à s'établir sur cette question qu'elle l'avait été sur les articles 32 et 36 de la loi.

Et ce n'est qu'après un grand nombre d'appels interjetés soit par le ministère public, soit par les délinquants eux-mêmes, que la Cour de cassation a enfin rendu, le 19 novembre 1840, un arrêt qui comprend, sous la dénomination de Remèdes secrets, « toutes préparations pharmaceutiques « qui ne sont ni conformes aux dispensaires ou formulaires ou Codex légallement rédigés et publiés, ni achetées et rendues publiques par le gouvernement, conformément au décret du 18 août 1810, ni composées pour « chaque cas particulier sur la prescription qui en est faite et signée par « un docteur en médecine, ou en chirurgie, ou un officier de santé. »

Cette définition de la Cour suprême, à laquelle se conforment tous les tribunaux, satisfait-elle à toutes les conditions? En d'autres termes, est-elle insuffisante, ou bien, au contraire, n'est-elle pas trop restrictive pour les droits du pharmacien?

Doit-elle, enfin, être littéralement inscrite dans la loi nouvelle?

La Commission est d'avis, Messieurs, que cette définition du remède secret, qui a rendu de véritables services en établissant une jurisprudence à laquelle les tribunaux doivent se rattacher en matière de remèdes secrets, ne doit être considérée que comme une *énonciation de principe*, qui jusqu'à présent a été suffisante pour motiver chacun des arrêts que la Cour de cassation a prononcés; mais qu'elle ne doit point être considérée comme *définitive et absolue*; qu'en conséquence, il ne convient pas qu'elle soit insérée textuellement dans la loi.

Il est une autre question encore qui a dû fixer notre attention: c'est de savoir si le décret du 10 août 1810, relatif à l'achat des remèdes secrets et à la publication de leurs formules, doit être abrogé, ou s'il doit être maintenu.

Vous savez, Messieurs, qu'aux termes de ce décret, tous les inventeurs de remèdes secrets sont tenus de les déposer, avec leurs formules et l'indication du mode de préparation, pour qu'ils soient vérifiés et jugés par une commission de l'Académie de médecine, qui statue sur leur valeur thérapeutique et médicale.

Après avoir mûrement examiné cette question au double point de vue de l'intérêt public et des droits des inventeurs, votre Commission, se fondant sur les mêmes motifs qui ont dicté le décret de 1810, à savoir que,

« si ces remèdes sont reconnus bons, utiles et nouveaux ; il est du devoir
 « du gouvernement d'en répandre la connaissance et l'emploi ; en achetant
 « des inventeurs la recette de leur composition ; que c'est pour les posses-
 « seurs de tels secrets un devoir de se prêter à leur publication ; que c'est
 « un moyen d'augmenter les ressources de l'art de guérir, et d'empêcher
 « le charlatanisme d'imposer un tribut à la crédulité ou d'occasionner des
 « accidents, etc. » ; votre Commission, reconnaissant toute la sagesse des
 dispositions de ce décret, demande non-seulement qu'elles soient mainte-
 nues, mais encore qu'elles soient textuellement insérées dans la loi nouvelle,
 pour qu'à l'avenir il soit pleinement exécuté.

De cette manière se trouvera définitivement accompli le vœu de tous
 les hommes éclairés, à savoir, qu'il n'y ait plus du tout de remèdes secrets.

Et qu'on ne craigne pas que l'exécution de ce décret puisse jamais obliger
 le gouvernement à de grands sacrifices, ni pour le présent ni pour l'avenir ;
 car s'il est évident pour nous tous que le plus grand mérite, le seul peut-
 être des remèdes anciennement autorisés, consiste dans le secret dont leur
 préparation est entourée, et dans le monopole dont ils sont encore l'objet,
 il n'est pas douteux que pour ceux qui pourraient être découverts à l'ave-
 nir, si jamais il s'en trouvait qui méritassent cette distinction, le gouver-
 nement ne dût faire immédiatement tous les sacrifices qu'exigerait l'intérêt
 public.

En résumé, et en ce qui concerne la rédaction de la loi nouvelle, votre
 Commission est d'avis qu'elle doit contenir les prohibitions portées par la
 loi de germinal, contre les délits de vente et d'annonces de remèdes secrets,
 en les complétant et les rendant plus explicites par l'addition de mots rela-
 tifs au dépôt, à la distribution, à l'exposition ou mise en vente de ces
 remèdes, afin qu'il soit bien démontré que les dépositaires eux-mêmes se
 rendent complices d'un délit, et qu'à ce titre ils doivent en supporter les
 peines.

Du COMPÉRAGE MÉDICAL. — Les abus sur lesquels nous avons appelé
 votre attention ne sont pas les seules plaies du corps médical ; et s'il en est
 d'autres encore dont nous aurons à vous entretenir, nous sommes pourtant
 forcé de reconnaître qu'il n'en est point de comparable à celle qui résulte
 de ces associations immorales, soit entre des médecins et des pharmaciens,
 soit entre ceux-ci et des personnes tout à fait étrangères aux deux pro-
 fessions.

Je me garderai, par pudeur et par respect pour vous, Messieurs, d'entrer
 dans les détails honteux d'une pareille question, bien convaincu qu'il n'y a
 qu'un sentiment parmi nous, que nous ne formons qu'un seul et même vœu,
 c'est que tous les faits de collusion, qui pourront être établis et prouvés,
 soient réprimés par les peines les plus sévères.

Votre Commission, du reste, aura l'honneur de vous proposer un article
 spécial pour réprimer cette sorte de délits.

Du CUMUL. — Nous avons précédemment démontré que, par application

de la haute et salutaire nature qui, en France, avait présidé à l'organisation médicale; il avait été établi une ligne de démarcation bien nette et bien tranchée entre les attributions des diverses branches de l'art de guérir, tant à raison des vastes connaissances que chacune d'elles exige, que pour mieux garantir la santé publique en partageant la responsabilité.

Le cumul, s'il pouvait jamais être adams, serait dès lors la complète négation de ce principe; car il réunirait ce qui, depuis deux siècles, a toujours été soigneusement séparé. Il est, d'ailleurs, de si graves considérations de moralité et d'ordre public qui s'opposent à ce que les fonctions de médecin et de pharmacien soient exercées par la même personne, qu'on peut dire, avec la Cour de cassation (arrêt du 13 août 1841), qu'il existe véritablement entre elles une incompatibilité naturelle.

Il y a donc nécessité de tomber la lacune qui, à cet égard, existe dans nos lois; et vous partagerez, Messieurs, l'avis de votre Commission, qui, à l'unanimité, propose que le cumul ou exercice simultané de la médecine et de la pharmacie, soit formellement interdit.

Et comme il n'est pas moins contraire aux intérêts de la société qu'un pharmacien puisse gérer à la fois deux établissements de pharmacie, votre Commission propose que cette interdiction soit également prononcée, et que l'infraction à ces deux prohibitions soit punie par la loi.

OFFICIERS DE SANTÉ. — A côté de ces deux questions, il s'en présente une troisième qui me laisse pas que d'avoir avec elle assez d'affinité; je veux parler du droit accordé par l'article 27 de la loi de germinal, « aux officiers de santé établis dans des bourgs, villages ou communes où il n'y aurait pas de pharmacien ayant officine ouverte, de fournir des médicaments simples ou composés aux personnes près desquels ils seront appelés, » mais sans avoir le droit de tenir une officine ouverte.

Cet article, comme vous le voyez, est une véritable dérogation au principe général de nos lois médicales, notamment à l'article 25 de la loi de germinal, qui stipule expressément, en faveur des pharmaciens, le privilège exclusif de préparer, vendre et débiter les médicaments.

Quels furent les motifs du législateur de l'an XI pour établir cette dérogation?

La nécessité, alors évidente, constatée, d'assurer aux populations des campagnes qui seraient privées d'établissement de pharmacie les principaux moyens de l'art de guérir.

Cette mesure, il faut le dire, était digne d'un gouvernement sage; elle attestait sa sollicitude pour le bien-être de ces populations.

Mais, Messieurs, les choses sont-elles aujourd'hui dans le même état qu'en 1804? Les nécessités sont-elles restées les mêmes? Examinons.

Alors, Messieurs, le pays se remettait à peine de l'immense ébranlement qu'il avait éprouvé; alors le nombre des pharmacies ne s'élevait pas au tiers peut-être de ce qu'il est aujourd'hui: d'un autre côté, les moyens de communication entre les campagnes et les villes étaient tellement impra-

ticables que leurs rapports étaient très-rares, et dans la mauvaise saison à peu près impossibles; mais aujourd'hui ces mêmes rapports sont devenus aussi faciles que fréquents, par suite des améliorations apportées à l'état des chemins et le percement de nouvelles routes.

De ces faits il résulte avec toute évidence que ce qui pouvait être indispensable en 1804 n'est plus nécessaire aujourd'hui.

Mais ce n'est pas tout :

En consacrant cette dérogation, le législateur n'entendait pas, il ne pouvait pas prévoir que le droit qu'il accordait pour répondre à un besoin reconnu deviendrait la source des plus graves abus. Il ne devait pas supposer que cette autorisation accordée, je le repète, dans un but d'humanité, deviendrait la base de toute sorte de spéculations mercantiles; qu'elle servirait de prétexte aux médecins des villes pour faire un vrai trafic de médicaments, en les portant à leurs malades dans les campagnes, et aux médecins des campagnes pour en porter à leurs malades dans les villes, et cela toujours au détriment des pharmaciens.

Il est temps, Messieurs, de mettre un terme à ces avides spéculations, parce qu'il est incontestable :

1° Que les malades trouveront une économie réelle à prendre leurs médicaments chez les pharmaciens;

2° Par ce que ces médicaments seront infiniment mieux préparés;

3° Parce qu'il faut presque toujours moins de temps pour aller à la pharmacie la plus voisine, qu'il n'en faut au médecin pour revenir à son domicile préparer le médicament et le porter ensuite au malade;

4° Enfin, parce que les médecins et officiers de santé n'étant plus soumis à la patente, d'après la dernière loi, ils ne peuvent faire un commerce, ni par conséquent vendre des médicaments.

Par tous ces motifs, votre Commission vous propose, à la presque unanimité :

1° Que le droit exceptionnel accordé par l'article 27 de la loi, aux officiers de santé, de fournir des médicaments, soit supprimé;

2° Mais considérant que l'intérêt des malades exige que les secours soient toujours aussi prompts que possible, elle propose que les médecins et officiers de santé placés dans les conditions prévues par l'article 27, soient autorisés à se prémunir, pour les cas d'urgente nécessité, des médicaments les plus indispensables (1).

3° Et subsidiairement, pour le cas où le gouvernement ne croirait pas devoir faire droit à ces propositions, elle est d'avis et propose, à la presque unanimité, que le droit stipulé par l'article 27 en faveur des médecins et officiers de santé, ne puisse en aucun cas être exercé par eux, sous les

(1) L'éther, l'ammoniaque, l'émétique, le laudanum, l'emplâtre vésicant, etc.

peines de la loi, contre l'exercice illégal, dans un rayon de 10 kilomètres autour de l'établissement de pharmacie le plus voisin.

EMPIÈTEMENTS. — Messieurs, nous avons épuisé toutes les questions dans lesquelles, à différents degrés, les médecins et les pharmaciens ont des intérêts engagés. Il nous reste maintenant à vous faire connaître tous les empiètements des professions voisines, et à vous proposer les moyens d'y mettre un terme.

Ces empiètements sont devenus si nombreux, ils sont pratiqués avec tant d'audace par tant de professions différentes, qu'ils sont, à eux seuls, une preuve des plus convaincantes de l'insuffisance de la loi de germinal, et de la nécessité de la reviser.

Ici, ce sont des droguistes qui préparent et vendent des préparations et compositions pharmaceutiques; là des épiciers qui font commerce clandestin de drogues et de médicaments.

Ailleurs, les herboristes, qui tous, sans exception, faisant à la fois office de médecin et de pharmacien, traitent toutes sortes de maladies.

Plus loin, les établissements de bains publics qui préparent et vendent des compositions minérales pour bains.

Que vous dirai-je, enfin! confiseurs, liquoristes, parfumeurs, charlatans des places publiques, et commères, tous préparent à l'envi et à qui mieux mieux les pâtes, les sirops, les pastilles, les élixirs, les topiques, que le Code nous a expressément réservés.

Et pour couronner l'œuvre, les hôpitaux, les congrégations religieuses, les sœurs de charité, les curés de campagne s'imaginent sans doute que la charité dispense d'observer les lois, et qu'il peut être permis de nuire à autrui quand c'est en vue des intérêts des pauvres.

Ce tableau, Messieurs, n'est point chargé; il n'est qu'une pâle et faible esquisse de abus qui sont commis, et qu'il est presque impossible de réprimer.

Tous ces désordres ont pour cause:

D'une part, les lacunes de la loi et son manque de précision;

D'autre part, l'insuffisance des moyens de surveillance qu'elle a établis.

Les principales lacunes sont les suivantes:

1^o L'article 30, qui donne aux Ecoles et aux Jurys le droit de « se transporter dans tous les lieux où l'on fabriquera, vendra et débitera sans autorisation légale des préparations et compositions médicinales, » est d'une application difficile; parce que, au lieu d'établir une pénalité nette et bien définie, il est terminé par ces mots: « qu'il sera statué contre les délinquants conformément aux lois antérieures. »

Or, ces lois sont les anciens édits, et notamment la déclaration royale du 25 avril 1777, qui, ayant été abolie par la loi du 17 mars 1791, a été remise en vigueur par celle du 17 avril de la même année.

Quoi qu'il en soit, c'est à la déclaration de 1777 qu'il faut recourir. Mais

son application présente de grandes difficultés, et elle est diversement interprétée par les tribunaux.

2° L'article 33 dit : « Les épiciers et droguistes ne pourront vendre aucune composition ou préparation pharmaceutique, sous peine de 500 fr. d'amende. »

Elle ajoute : « Ils pourront continuer de faire le commerce en gros des drogues simples, sans pouvoir néanmoins en débiter aucune au poids médicinal. »

Nous ferons observer que cet article autorise les épiciers à avoir des approvisionnements de drogues, et que c'est un abus, parce que, en fait, ils n'en font pas le commerce *en gros*, et qu'ils excipent du texte de cet article pour en vendre *en détail*, et pour y ajouter même la vente clandestine des compositions pharmaceutiques.

Ce droit ne doit donc pas leur être conservé dans la loi nouvelle ; il ne doit être maintenu qu'en faveur des droguistes seulement.

3° L'article 36 est ainsi conçu : « Tout débit au poids médicinal, toute distribution de drogues et préparations médicamenteuses sur des théâtres ou étalages, sur les places publiques, foires et marchés, etc., sont sévèrement prohibés. »

L'application de cet article soulève à son tour de nombreuses difficultés, et il est interprété très-diversement.

On peut lui appliquer ce que nous avons dit de l'article 33.

Enfin, l'article 37, relatif aux herboristes, n'est pas suffisamment limitatif ; car comme ils ne sont point désignés, quant aux prohibitions, dans les articles 30, 33 et 36, les tribunaux leur appliquent tantôt les pénalités de 1777, tantôt celles de la loi du 29 pluviôse an XIII.

Il est donc indispensable que les articles 30, 33 et 36 soient refondus, et qu'ils reçoivent une meilleure rédaction, plus nette et mieux définie.

En effet, il n'arrive que trop souvent que les tribunaux, lorsque des saisies de drogues ou médicaments ont été faites, ne croient pas devoir appliquer les pénalités de la loi, parce que le flagrant délit de vente n'a pas été constaté ; ce qui fait que la police pharmaceutique devient fort difficile, sinon même impossible.

Il est cependant clair pour tout le monde que celui qui a des approvisionnements de médicaments, ou qui les tient exposés en vente, c'est avec intention de les vendre. C'est ainsi que la Cour de cassation l'a décidé par deux arrêts des 14 nivôse an XIII et 13 février 1824. Cela n'empêche pas, néanmoins, certains tribunaux de n'appliquer les pénalités qu'à la vente elle-même.

Il est donc indispensable que, dans la loi nouvelle, il soit bien établi que les faits de dépôt et d'exposition ou mise en vente doivent encourir la même

répression que la vente elle-même, si on veut que cette loi ne soit pas aussi souvent éludée.

Il faut aussi que le juge n'ait pas à décider la question de savoir si telle ou telle préparation et composition pharmaceutique qui aura été saisie est ou n'est pas un médicament; car, malgré tout le respect que nous professons pour la sagacité et les hautes lumières de nos magistrats, nous ne pouvons cependant reconnaître qu'ils soient tout à fait compétents en pareille matière.

DÉFINITION LÉGALE DU MÉDICAMENT. — Et c'est pour éviter les inconvénients qui résultent de l'état de choses actuel, que la Commission vous propose d'inscrire dans la loi nouvelle la *définition légale du médicament*.

Alors, le juge n'ayant à apprécier que les circonstances particulières du délit, la répression deviendra par cela même beaucoup plus facile et plus sûre.

Nous pourrions citer, à l'appui de cette opinion, des faits qui sont connus de vous tous, desquels il résulte que les magistrats ont innocenté, sous le nom de *bonbons*, des compositions qui devaient à bon droit être considérées comme de véritables médicaments.

Ce sont là des faits trop regrettables pour qu'on ne se prémunisse pas contre leur retour.

Cette définition légale du médicament que nous vous présentons, venant s'ajouter aux articles que la Commission propose, il y a lieu de croire que la loi nouvelle répondrait à toutes les exigences.

TABEAU DES PRÉPARATIONS qui seraient communes au commerce. — Cependant, il est une autre mesure encore dont l'utilité nous paraît incontestable.

Elle consiste dans la publication d'un tableau qui serait annexé à la loi, sur lequel seraient inscrites les préparations qui, bien que consignées au Codex, peuvent en raison de leur innocuité et de l'usage habituel qu'on en fait comme choses d'agrément, rester dans le domaine du commerce et de la concurrence.

Ce sont certaines pâtes non médicamenteuses, les divers sirops d'agrément, quelques eaux odorantes, certaines préparations et quelques sels.

De cette manière, les droits de chacun se trouveraient nettement définis. Ce qui serait inscrit au tableau pourrait être vendu par tous; mais tout ce qui n'y serait pas consigné rentrerait par cela même dans le domaine exclusif de la pharmacie.

HOPITAUX ET CONGRÉGATIONS RELIGIEUSES. — En ce qui concerne ces établissements, la Commission, s'appuyant sur l'opinion bien formelle de l'administration supérieure elle-même, propose de rétablir dans la loi nouvelle les dispositions de l'article 8 de la déclaration royale du 25 avril 1777,

qui interdit aux hôpitaux et congrégations religieuses de vendre et distribuer des médicaments au dehors, et qui ne leur permet d'avoir des pharmacies que pour leur usage particulier et intérieur. C'est le seul moyen de mettre un terme aux abus qui résultent du silence de la loi de germinal sur ce point, et de faire cesser la concurrence désastreuse et illégale que ces établissements font aux pharmaciens; concurrence d'autant plus fautive pour ces derniers, que ces établissements ne supportent aucune des charges qui pèsent sur tous les autres citoyens.

Tel est, Messieurs, l'ensemble des mesures qui, aux yeux de la Commission, sont devenues nécessaires pour arrêter tout à la fois les honteux débordements du charlatanisme et les empiétements sans nombre de toutes les professions rivales.

Elles seront plus efficaces encore si, à la surveillance dont les Ecoles sont exclusivement chargées, viennent s'ajouter la coopération et l'active vigilance des pharmaciens eux-mêmes; et si les jurys médicaux sont remplacés par une chambre des pharmaciens, qui, placée au chef-lieu de chaque arrondissement, serait chargée d'exercer par ses officiers, sous l'autorité du procureur du roi, la police pharmaceutique dans le ressort de l'arrondissement tout entier.

Il nous suffit d'indiquer ces vues, qui trouveront sans doute leur complet développement dans le rapport d'une autre Commission.

J'ai fini, Messieurs, et j'appelle toute votre indulgence sur un travail qui était au-dessus de mes forces, et pour lequel le temps m'a réellement manqué.

Et permettez-moi d'accomplir un double devoir, en offrant à mes honorables collègues de la Commission mes bien vifs remerciements pour l'insigne honneur qu'ils m'ont fait; et à tous mes confrères, ma profonde gratitude pour les nombreux témoignages d'estime et de confiance qu'ils m'ont accordés.

Pour moi, Messieurs, je n'ai plus qu'un vœu à former, mais il est aussi ardent que sincère: c'est que nos communs efforts puissent contribuer à ce résultat, que la pharmacie française, à laquelle je m'honorerai toujours d'avoir appartenu, trouve enfin, sous l'égide d'une loi réparatrice, cette position digne, honorée et prospère, à laquelle, par sa science et ses services, elle s'est acquis de si incontestables droits.

TERMINAISON DES SÉANCES DU CONGRÈS MÉDICAL.

Le Congrès terminé, il a été procédé à la nomination d'une Commission permanente composée de la manière suivante:

PRÉSIDENT,

M. SERRES, membre de l'Institut et de l'Académie royale de médecine,

professeur au Muséum d'histoire naturelle, médecin en chef de l'hôpital de la Pitié;

VICE-PRÉSIDENTS,

M. BOUILLAUD, professeur à la Faculté de médecine, membre de l'Académie royale de médecine, membre de la Chambre des députés;

M. SOUBEIRAN, professeur de l'Ecole de pharmacie, membre de l'Académie royale de médecine, directeur de la pharmacie centrale des hôpitaux de Paris;

SECRÉTAIRES,

M. AMÉDÉE LATOUR, D.-M.-P.;

M. FÉLIX BOUNET, docteur ès sciences, agrégé à l'Ecole de pharmacie;

TRÉSORIER,

M. RICHÉLOT, secrétaire général de la Société médico-pratique, membre de la Société de médecine du département de la Seine.

Les autres membres de la Commission sont :

Pour la section de médecine,

M. VILLENEUVE, membre de l'Académie royale de médecine;

M. MALGAIGNE, chirurgien de l'hôpital Saint-Louis, agrégé de la Faculté de médecine;

M. MIQUEL, rédacteur en chef du *Bulletin général de thérapeutique*;

M. BLATIN, secrétaire de la Société médicale d'émulation.

Pour la section de pharmacie,

M. VÉE, vice-président de la Société de pharmacie; maire du cinquième arrondissement;

M. GARNIER (Alphonse), membre du conseil d'administration de la Société de prévoyance des pharmaciens de Paris.

Pour la section de médecine vétérinaire,

M. HAMONT, membre associé de l'Académie de médecine;

M. COLLIGNON, membre de la Société de médecine vétérinaire et comparée;

M. LEBLANC, membre de la Société de médecine vétérinaire et comparée.

De son côté, M. le ministre de l'Instruction publique nomme une Commission dans le but de s'occuper de la révision de la législation qui régit la constitution du corps médical et l'enseignement des deux principales branches de la science, la médecine, dans laquelle la chirurgie est comprise, et la pharmacie. Cette Commission, que le ministre a appelée Haute Commission des études médicales, est composée de :

MM. ORFILA, président;

DONNÉ, inspecteur général des Ecoles de médecine, secrétaire;

FOQUIER, premier médecin du roi, professeur de clinique interne à la Faculté de médecine de Paris;

CHOMEL, premier médecin du prince royal, professeur de clinique interne à la Faculté de médecine de Paris;

BOUILLAUD, professeur de clinique interne à la Faculté de médecine de Paris, membre de la Chambre des députés;

DUBOIS D., professeur de clinique d'accouchement à la Faculté de médecine de Paris;

H. ROYER-COLLARD, professeur d'hygiène à la Faculté de médecine de Paris;

ANDRAL, professeur de pathologie et de thérapeutique générale à la Faculté de médecine de Paris, membre de l'Institut;

VELPEAU, professeur de clinique externe à la Faculté de médecine de Paris, membre de l'Institut;

ROUX, professeur de clinique externe à la Faculté de médecine de Paris, membre de l'Institut;

DUMAS, professeur de chimie organique et de pharmacie à la Faculté de médecine de Paris, membre de l'Institut;

BÉNIER, agrégé à la Faculté de médecine de Paris (section de médecine);

MARÉCHAL (de Calvi), agrégé à la Faculté de médecine de Paris (section de chirurgie);

CAIZERGUE, doyen et professeur de clinique médicale à la Faculté de médecine de Montpellier;

LONDAR, professeur de physiologie à la Faculté de médecine de Montpellier;

COZE, doyen et professeur de matière médicale et pharmaceutique à la Faculté de Strasbourg;

FORGET, professeur de clinique interne et maladies épidémiques à la Faculté de médecine de Strasbourg;

BUSSY, professeur de chimie et directeur de l'Ecole spéciale de pharmacie de Paris;

GINTRAC, professeur de clinique médicale à l'Ecole préparatoire de médecine et de pharmacie de Bordeaux;

SÉNAC, directeur de l'Ecole préparatoire de médecine et de pharmacie de Lyon;

COMBES, professeur d'hygiène et de médecine légale à l'Ecole préparatoire de médecine et de pharmacie de Toulouse;

MM. SERRES, professeur d'anatomie et d'histoire naturelle de l'homme au Jardin-du-Roi, membre de l'Institut ;

CAVENTOU, professeur de toxicologie à l'Ecole spéciale de pharmacie de Paris, président de l'Académie royale de médecine ;

PARISSET, secrétaire perpétuel de l'Académie royale de médecine ;

VILLENEUVE, membre de l'Académie royale de médecine ;

BOULLAY, membre de l'Académie royale de médecine ;

CAP, membre de l'Académie royale de médecine ;

ALQUIÉ, médecin en chef de l'hôpital militaire du Val-de-Grâce ;

RICHOND DES BRUS, membre de la Chambre des députés ;

TERME, membre de la Chambre des députés, maire de la ville de Lyon.

Secrétaires-adjoints :

MM. LABARRAQUE ;

CALLOIS, médecin du ministère de l'Instruction publique.

Plusieurs membres se trouvaient faire partie des deux Commissions ; mais la Commission permanente du Congrès déclara à l'unanimité qu'il y avait incompatibilité entre les fonctions des membres de la Commission nommée par le Congrès, et celles des membres de la Commission nommée par M. le ministre. Les membres qui se trouvaient faire partie de la Commission du Congrès et de la Commission ministérielle optèrent et restèrent membres de la Commission du Congrès.

SOCIÉTÉ DE CHIMIE MÉDICALE.

Séance du 2 janvier. — Présidence de M. PAYEN.

La Société reçoit :

1° Une note de M. Peltier fils, pharmacien à Doué (Maine-et-Loire), relative à l'application du sucre à la conservation du principe ferreux, de l'eau minérale de Jouannette, près Martigné-Briand.

2° Une note de M. Eugène Marchand, pharmacien à Fécamp, sur la présence du fer dans les eaux des rivières.

3° Deux notes de M. Giraud, pharmacien à Aix, en Provence, sur la fabrication des capsules destinées à l'administration des médicaments ; sur une sophistication se rattachant à la préparation du sirop de violettes.

4° Une lettre de M. Bonnet, pharmacien à Sault (Vaucluse), sur l'exercice de la pharmacie.

5° Une note sur la préparation de l'acide hypochloreux d'après le procédé de M. Williamson.

6° Un très-grand nombre de brochures et de journaux français et étrangers. Nous donnerons plus tard un extrait de ces brochures et journaux, pour ce qui intéresse les lecteurs du Journal.

AVIS A NOS ABONNÉS.

NOUS BATONS LA PUBLICATION DU NUMÉRO DE MARS POUR FAIRE CONNAÎTRE A NOS LECTEURS LES RAPPORTS FAITS AU CONGRÈS.

BIBLIOGRAPHIE.

LIBRAIRIE MÉDICALE DE GERMER BAILLIÈRE,

17, rue de l'École-de-Médecine, à Paris.

ANNUAIRE DE THÉRAPEUTIQUE, DE MATIÈRE MÉDICALE, DE PHARMACIE ET DE TOXICOLOGIE, pour 1846, contenant le résumé des travaux thérapeutiques et toxicologiques publiés en 1845, et les formules des médicaments nouveaux, suivi de recherches sur des cas rares de chimie pathologique et d'un mémoire sur l'action des poisons et de substances diverses sur les plantes et les poissons ;

Par le docteur A. BOUCHARDAT, pharmacien en chef de l'Hôtel-Dieu de Paris.

Un vol. grand in-32 de 348 pages. Prix : 1 fr. 25 c.

SUPPLÉMENT A L'ANNUAIRE DE THÉRAPEUTIQUE, etc., pour 1846, contenant : 1° trois mémoires sur les fermentations ; 2° un mémoire sur la digestion des substances sucrées et féculentes et sur les fonctions du pancréas, par MM. BOUCHARDAT et SANDRAS ; 3° un mémoire sur le diabète sucré ou glucosurie ; 4° une note sur les moyens de déterminer la présence et la quantité de sucre dans les urines ; 5° notice sur le pain de gluten ; 6° note sur la nature et le traitement physiologique de la phthisie ;

Par le docteur A. BOUCHARDAT, pharmacien en chef de l'Hôtel-Dieu de Paris.

Un vol. grand in-32 de 336 pages. Prix : 1 fr. 25 c.

MANUEL DE MATIÈRE MÉDICALE, DE THÉRAPEUTIQUE COMPARÉE ET DE PHARMACIE :

Par le docteur A. BOUCHARDAT, pharmacien en chef de l'Hôtel-Dieu de Paris.

Deuxième édition, entièrement refondue et considérablement augmentée. Un vol. grand in-18 de 924 pages. Prix : 7 fr.

CODE THÉRAPEUTIQUE, méthode d'imbibition, ou Traité des tisanes ;
Par le docteur G. E. MORGEN.

Un volume grand in-8° de 188 pages et un tableau synoptique. Prix : 4 fr. 50 c.

Paris. — Imp. d'ALEXANDRE BAILLY, 10, rue du Faubourg-Montmarire.